

TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



Mensuel — N°22 — Septembre-Octobre 1984 — 12,00 F

ISSN 0754-281 X

LE TIERS MONDE ET LA FRANCE

LA DROITE

ALGERIE



LE SALE COUP

A peine le droit d'asile (et bien plus!), suspendu à nos Basques, venait-il de prendre l'estocade finale dans l'arène gouvernementale, que déjà pointait à l'horizon une nouvelle menace.

Menace confirmée avec l'adoption des dernières mesures concernant l'immigration. « Meilleure insertion des immigrés » et « lutte contre l'immigration clandestine » proclame le gouvernement. Dans la réalité, ça donnerait plutôt : « lutte contre l'immigration » tout court et mesurette en ce qui concerne « l'insertion ». D'ailleurs, le chapitre « insertion » est réduit à la portion congrue et n'apporte rien de bien nouveau. Et même, pince-sans-rire, on accorde le droit aux associations ayant plus de cinq ans d'existence de se constituer partie civile dans les affaires de crimes ou de violences racistes... Les associations d'immigrés ayant été autorisées en 1981, elles ne pourront exercer ce droit qu'en... 1986! L'autre versant, lui, est un peu plus costaud.

La chasse au travail clandestin vise encore et toujours les principales victimes de la maladie. Rien de consistant n'étant prévu vis-à-vis des négriers modernes exploitant cette main-d'œuvre jusqu'à la corde... Ce n'est pas le fait de confier le travail saisonnier à des chômeurs légalement estampillés « made in France » qui pourra être un remède, bien au contraire...

Aux frontières, surveillance renforcée; le « diptyque » en vigueur sera informatisé et étendu aux pays d'Afrique noire; les expulsions, plus poliment appelées « reconduites à la frontière », déjà assorties du départ immédiat (ce qui n'exclut pas un séjour en « centre de rétention » — doux euphémisme désignant les prisons administratives style Arenc), seront agrémentées d'une interdiction de retour d'un an. Mais le plus grave, et ce qui a focalisé, à juste titre, l'attention et la colère : c'est le volet concernant le regroupement familial. Déjà passablement mis à mal par une politique aussi systématique qu'illégale de certaines mairies, le voilà tout simplement supprimé « sur place »... Les familles immigrées, arrivées avant ces dernières mesures, étant à la merci d'un refus de légalisation, ce qui équivalait à l'expulsion.

Le droit des étrangers travaillant en France, de vivre avec leur famille, est inscrit dans la Constitution. Qu'importe! Ceux qui la brandissent comme Moïse les « dix commandements » dès que le monde de la politique fait un pet de travers, l'oublie facilement quand il s'agit des immigrés.

L'immigration-exil les rendant sans doute plus malléables et plus aptes à prendre le chemin du retour; sans compter les conséquences qu'engendre cette misère de plus, accentuant le sentiment d'être exclu, paria en terre étrangère...

A l'heure où de nouvelles bavures policières et crimes racistes font la une des médias; à l'heure où Toumi Djaïdja, président d'« Avenir Minguettes » et un des initiateurs de la Marche pour l'Égalité et contre le Racisme de 1983, se voit condamner à 15 mois de prison pour des faits qu'il nie; le gouvernement apporte de l'eau au moulin des thèses xénophobes et racistes.

Le virus Le Pen continue ses ravages... Après ce nouveau sale coup, avec ou sans mob., il est plus que jamais nécessaire de soutenir la Convergence 84 pour l'Égalité... Pour qu'une nouvelle bouffée d'air pur chasse les miasmes du racisme et fasse reculer le gouvernement. Un antidote quoi...

Claude DHALLUIN

SOMMAIRE

Le sale coup	2
Dossier droite :	3 à 10
— interview d'Alain Rollat, co-auteur de « L'Effet Le Pen »	3 à 6
— le néo-libéralisme	6-7
— reconquête et division	8 à 10
— combattre la droite et ses extrêmes	10
Voyage en Corse :	11 à 14
— interview de Roland Tafani de l'UPC ..	12-13
— interview de Yves Stella du MCA	13-14
Flash-PCML	15-16-17-18
Dossier : le Tiers Monde et la France	19 à 27
— Christian Tutin, Bernard Gamet, Joseph Kiticki-Kouamba, Yves Goussault, Dominique Lardeux et Pierre Bauby en parlent ensemble	19 à 23
— Pour une stratégie d'alliances avec le Tiers Monde	24 à 26
— Rompre avec l'impérialisme (V ^e Congrès du PCML)	27
Algérie : 30 ^e anniversaire du déclenchement de la lutte de libération nationale	28 à 30
— Monsieur Chergui de l'Amicale des Algériens en Europe répond à nos questions	28-29
— « Des élections à la lutte armée » (1945-1954) interview de son auteur, Jacques Jurquet ..	30
Pour Travailleurs, rien n'est joué encore	31
« Convergence 84 pour l'égalité »	32

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Hervé Dastar, Claude Dhalluin, Camille Granot, François Larguier, Dominique Lardeux, Alain Sentier.



Alain ROLLAT

journaliste au Monde, co-auteur de
«L'effet Le Pen»
répond à nos questions

Depuis le 17 juin au soir, le fait est incontournable : 2 204 961 électeurs ont voté pour le Front national. « L'effet Le Pen » qu'annonçaient les municipales de 83, puis Dreux et Aulnay, s'est confirmé et amplifié.

Bousculant les prévisions des hommes politiques, soi-disant avertis. Provoquant surprise et inquiétude chez beaucoup de travailleurs et une large incompréhension face à cette fusion réalisée entre l'extrême-droite et une large fraction de la population.

Des études ont été menées depuis lors, notamment sur l'électorat de Le Pen dont Jean Luc Parodi, maître de recherches au Centre d'études de la vie politique française de Sciences-po, fait état dans *Travailleurs* de juillet. Il manquait un livre fournissant des éléments de connaissance et de réflexion plus complets.

« L'Effet Le Pen », dossier établi par Edwy Plenel et Alain Rollat à partir de leurs récents articles, enquêtes et études, répond à ce besoin. Tour à tour, le livre examine le discours du Front national, ses réseaux, son électorat, le terreau social sur lequel il s'implante et l'attitude des « autres » face à lui : ambiguïtés de la droite, silences de la gauche.

Il fourmille de faits révélateurs, fournit une chronologie utile, et surtout, s'efforçant de répondre à la question centrale : « pourquoi l'effet Le Pen ? », il livre un constat sans complaisance de la société française et de ses évolutions. Un outil précieux donc, qui doit contribuer à combattre la sous-estimation dangereuse du phénomène Le Pen dans le pays, à gauche notamment. Voilà pourquoi nous introduisons ce dossier sur la droite par un entretien avec Alain Rollat.

■ Vous dites, page 125 de votre ouvrage, « plutôt qu'une extrême-droite il s'agit d'une « droite extrême » plus dure, plus tranchée que les autres composantes de l'opposition ». Pouvez-vous préciser et expliquer cette affirmation ?

On peut dire cela, surtout depuis le 17 juin dernier, car l'électorat de Le Pen — le courant qui porte le président du Front national — par ses caractères politiques et idéologiques, représente un « fourre-tout » exceptionnel ainsi que le confirme la composition des structures toutes nouvelles du Front national qui s'implante aujourd'hui à travers le pays. Il y a là des gens qui viennent de l'extrême-droite classique : par exemple, dans les Deux-Sèvres et quelques autres départements, des militants du PFN (Parti des forces nouvelles) ont pris la direction des sections et des fédérations du Front national. Ont aussi rejoint Le Pen, un bon nombre de nostalgiques : nostalgiques de l'Ancien régime — monarchistes, royalistes —, nostalgiques du pétainisme, membres du courant intégriste catholique qui barbouillent sur les murs de Paris « Voter Le Pen, c'est voter Dieu ». Il y a aussi le vieux fond poujadiste structuré syndicalement par le SNPMI de Gérard Deuil. Ce syndicat fournit des cadres au Front national. Par exemple, dans la région de l'Arve, dans les Alpes, beaucoup de chefs de petites entreprises et de petits commerçants ont adhéré au Front national après avoir voté pour lui. Enfin, un certain nombre de rapatriés d'Algérie, en souvenir de l'engagement de Le Pen auprès de l'OAS et pour l'Algérie française, l'ont également rejoint. Tout ce monde cohabite; on ne peut le réduire à ce qu'on appelle habituellement l'extrême-droite.

On peut dire aussi qu'il s'agit d'une droite extrême plutôt qu'une extrême-droite, en raison des thèmes que développe J.M. Le Pen. Ses thèmes préférentiels — la lutte contre l'immigration, contre l'insécurité — ont fait son succès car ils correspondent à des réalités locales incontournables ressenties par des milieux populaires — liées à l'évolution de la société, à l'urbanisme, à l'état de crise que nous vivons. Il faut dire aussi que les deux principaux partis de la droite parlementaire, le RPR et l'UDF, avaient bien préparé le terrain, en exploitant largement ces thèmes et donc en les banalisant au cours de la campagne des municipales 83. Qu'on se souvienne des campagnes de Paris, de Marseille... Dans certaines communes de banlieue, les candidats du RPR et de l'UDF ont été les premiers à accuser la gauche d'être responsable d'une prétendue augmentation de la délinquance, d'une prétendue augmentation de l'immigration... alors que le pourcentage des

immigrés par rapport à la population globale n'a guère varié. Qu'on se souvienne des campagnes du RPR et de l'UDF contre la légalisation de la situation des immigrés à l'automne 81 et 82. Ces campagnes ont profité à Le Pen, car celui-ci tient un langage plus radical et plus fort.

Voilà pourquoi et comment, à mon sens, le mouvement de Le Pen apparaît plus comme le produit d'une droite extrême que comme celui d'une extrême-droite classique. Parti de l'extrême-droite, ce mouvement s'est élargi en éventail pour devenir aujourd'hui la composante la plus offensive de la droite extrême.

■ Toujours dans votre livre — page 158 — vous dites « les vieux slogans du type "le fascisme ne passera pas" sont inadéquats ». En quoi ?

Ce slogan de la gauche et de l'extrême-gauche à l'égard de toutes les manifestations d'extrême-droite depuis la fin de la guerre dans notre pays, renvoie au fascisme italien et au phénomène nazi, à ce qui s'est passé pendant la dernière guerre. Je ne crois pas qu'il soit d'actualité car, à mes yeux, la montée du phénomène Le Pen signifie que, d'une certaine manière, le fascisme peut passer.

Mais J.M. Le Pen et le courant qu'il représente méritent-ils le qualificatif de « fasciste » ? Le mot a été souvent employé à tort et à travers. Depuis Mussolini, on définit le fascisme comme une forme de pouvoir aux caractéristiques suivantes : antiparlementarisme, culte du chef, dévotion à l'Etat, goût de l'action et de la force, corporatisme officiel, fort antibureaucratisme. S'il est vrai que J.M. Le Pen n'est pas personnellement antiparlementariste, il ne manque pas d'exacerber les sentiments antiparlementaires existant dans le vieux fond politique français. Sa conception d'un Etat fort ne suit pas le schéma mussolinien, mais elle procède d'une dévotion certaine à un Etat fort. Quant au culte du chef, il faut relever à quel point le Front national le pratique. On ne sait pas assez que les propres amis de J.M. Le Pen le considèrent comme un prophète — ils disent : « un prophète inspiré » —, l'héritier et le mainteneur de la tradition des druides, le Celte antique, etc. Dans le livre « Le Pen sans bandeau », on trouve, pour qualifier Le Pen, des phrases du genre : « Ses idées sont aussi droites que le sillon du bon laboureur, aussi profondes, aussi vieilles que la Celtie. Elles viennent de la nuit des temps. La tradition orale des druides est parvenue jusqu'à lui. Comme lait de nourrice, Le Pen a sucé la sève des racines de l'arbre France et s'applique à garder intactes les fragiles branches de connaissance pour les héritiers. »

Parler du « culte du chef » au Front national, ce n'est pas une affirmation gratuite. Ainsi, dans le phénomène Le Pen, existent des ingrédients qui correspondent à la définition classique du fascisme, ce qui conduit à se demander si,

pour la première fois avec Le Pen, on n'est pas en train d'assister en France à l'apparition d'un courant pré-fasciste, ou néo-fasciste. Il me paraît surtout évident toutefois que Jean Marie Le Pen est l'héritier direct du gouvernement de Vichy. Le maréchal Pétain voulait lui aussi en 1940 la Révolution nationale pour établir un nouvel ordre moral.

Dans le même ordre de questions, on se demande généralement « Le Pen est-il raciste ? ». Lui-même s'en défend ; ses arguments sont d'ordre personnel : il y avait un Français musulman sur sa liste aux européennes, il a été défenseur des Français musulmans, etc. N'empêche que, dans ses écrits et ses discours, constatant la diversité de races et de conditions, il souligne, par exemple, que les Californiens n'ont pas les mêmes aptitudes que les Bantous... et répond « Silicon Valley » à toute objection ! Cela peut prêter à sourire. Mais J.M. Le Pen va plus loin que le simple constat de diversité des races. Il en conclut à l'existence d'une hiérarchie parmi les individus. A partir du moment où l'on part de ce constat de diversité pour postuler l'existence d'une hiérarchie, on fait du racisme. C'est la définition élémentaire du racisme. Je ne sais pas si Jean-Marie Le Pen en est conscient ou pas. Il fait peut-être du racisme sans le savoir. Reste qu'il est le chef d'un courant qui, lui, est raciste et xénophobe. Je n'en veux pour preuve que le contenu de certains organes de presse qui le soutiennent. Par exemple, le quotidien *Présent*, l'organe du mouvement catholique intégriste, dans lequel les cibles politiques privilégiées sont Mme Veil, Robert Badinter, Charles Fiterman et où l'on trouve des perles antisémites dans la tradition antisémite de l'extrême-droite française.

Ajoutons enfin que Le Pen n'a jamais renié ses anciens compagnonnages, ses anciens cousinages. Quand on lui rappelle qu'à la création du Front national, étaient avec lui des nationalistes parmi les plus durs, dont certains ouvertement pro-nazis, anciens collaborateurs ou ex-waffen SS, il ne les désavoue pas : « tout cela est du passé, il ne faut plus piétiner la veille peau de loup nazie », dit-il en substance... Même attitude que celle de l'intégriste Romain Marie, élu du FN aux européennes, qui va répétant qu'il faut mener croisade contre le communisme : « au poids des cadavres, la monstruosité communiste enforce par 10 à 1 la monstruosité nazie » dit le fondateur des Comités chrétienté-solidarité. Ces attitudes contribuent à banaliser les thèses nazies. Rien d'étonnant ensuite à ce que des militants du Front national crachent à la figure d'une journaliste de *Libération*, à l'espace Balard, parce qu'elle est une Juive d'origine marocaine. Ça aussi, il faut le dire...

Donc, « le fascisme ne passera pas » me semble un slogan dépassé, qui n'est plus adapté à la situation.

■ En quoi la situation intervenue après mai 81 a-t-elle eu des incidences sur « l'effet Le Pen » ?

Ce qui saute aux yeux, c'est que Le Pen est le seul homme politique qui donne à rêver à certains Français... A rêver d'ordre et de sécurité... La gauche, elle, a fait rêver jusqu'en 81... Mitterrand lui-même disait, en substance : « Imaginez, lorsque la gauche aura pris le pouvoir, se créera dans le pays un élan populaire extraordinaire et on résoudra plus facilement la crise ». Et la gauche est devenue gestionnaire ! Les gens ont été déçus de la gauche, et restent déçus de la droite classique. Le seul qui offre un horizon meilleur à terme — en passant par la remise en ordre d'une révolution nationaliste — c'est Le Pen. Il me l'a dit personnellement un jour : « La politique, c'est un art dont l'essentiel consiste à faire rêver les gens. » Il exploite à fond cela, sur la base de la déception provoquée par la gauche.

Depuis 81, la crise se prolongeant et s'aggravant, le chômage augmentant, s'intensifie la dynamique sociale qui contribue au phénomène Le Pen. Cette dynamique porte un nom : l'insécurité au sens large. Ce n'est pas seulement la peur des loubards, des racketteurs, c'est aussi la peur du chômage, la peur du lendemain dans un monde dur pour tout un chacun ; c'est la peur de l'apocalypse, c'est la crainte de l'autre, de l'étranger... Dans ce domaine, Le Pen marque plus de points que les autres parce qu'il est le plus radical. Sur l'immigration et la sécurité, Chirac défend les mêmes positions que Le Pen,

mais ce dernier plus virulent, plus racoleur, en a tiré plus d'avantages électoraux...

■ « L'effet Le Pen nous condamne à réfléchir » écrivez-vous. Pourquoi et en quoi ?

Pour me faire comprendre, je vais partir d'une simple anecdote : le procès de Le Pen à l'encontre de Collaro ; Le Pen a demandé l'élimination de la marionnette le caricaturant à la télé. Cela est révélateur de sa philosophie. Le Pen est très clair dans son programme : il prétend régenter la vie sociale suivant ses propres conceptions de la morale et du civisme. Il préconise l'instauration d'un ordre moral, d'un ordre politique qui soit en harmonie avec l'ordre naturel, avec l'ordre divin. « Entre le bien et le mal, le pouvoir ne peut rester neutre », écrit Le Pen qui entend imposer le Bien, faire coïncider les vertus civiques avec les vertus intimes, pour établir le fondement d'une « société aristocratique » — le mot est de lui. Quel citoyen français aujourd'hui peut tolérer qu'un parti politique prétende régenter sa morale ainsi ? Dans un tel ordre moral, que deviennent les minorités religieuses, les minorités culturelles, les athées ? L'affaire Collaro est révélatrice à cet égard...

Le Pen a annoncé dans son programme qu'il fallait purger la Justice de certains juges : les remplacera-t-il par des catholiques intégristes, tenants d'une morale rigoriste et puritaine ? Il veut réformer le droit de grève, l'interdire dans le service public et modifier la procédure de décision de grève dans le privé : on voterait pour ou contre à l'extérieur de l'entreprise sous le contrôle de personnalités étrangères au monde du travail. Contrôler la vie syndicale, la vie sociale, contrôler la Justice, contrôler les consciences... c'est l'objectif. Et encore, Le Pen veut supprimer le ministère de l'Éducation, séparer l'école de l'État, faire la part belle à l'école privée. Au bout du compte... il s'agit bien d'établir un régime autoritaire, ou bien les mots n'ont pas de sens.

Il faut également réfléchir à la probabilité de durée du phénomène Le Pen. Il ne faut surtout plus commettre l'erreur commise par la droite parlementaire et par la gauche après Dreux. B. Pons parlait « d'épiphénomène », L. Jospin de « baudruche ». L'épiphénomène et la baudruche se portent bien ! On entend encore dire que le score du 17 juin était inespéré, que Le Pen ne le retrouvera jamais plus, qu'en 56 le même phénomène n'a pas duré un an et demi... C'est sous-estimer la capacité militante du Front national qui a parachevé son implantation et sa structuration cet été et qui bénéficie d'une forte dynamique sociale secrétée par la crise économique. Le Front national se prépare déjà activement pour les cantonales et les législatives. La proportionnelle devrait lui fournir un nouveau tremplin ; même s'il n'a pas les 70 à 100 élus qu'il annonce, il en aura sans doute beaucoup. Une fois le Front national à l'Assemblée, le RPR sera bien obligé de composer avec lui. Le recours à la proportionnelle implique de contracter les alliances après le scrutin, même si on a pris ses distances avant. Le scrutin corse est significatif : J.P. de Rocca Serra a donné des garanties au Front national entre les deux tours de scrutin... et celui-ci l'a soutenu au troisième tour alors qu'il avait dit qu'il était incompetent et trop vieux ! Ce sera pareil au plan national : si la gauche est battue en 86, on retrouvera l'influence de Le Pen dans le programme de la future majorité et on trouvera certains de ses hommes au gouvernement si la droite ne peut se passer de lui pour former une majorité.

Ce mode de scrutin va aider Le Pen à prospérer. Et cette prospérité traduit un certain état de la France, un état de délitement du corps social, dans lequel la carence culturelle, surtout à gauche, est évidente.

■ En effet, vous parlez de la faiblesse des analyses et des silences de la gauche. Qu'entendez-vous par là ? Quelles sont et seraient les ripostes adéquates à votre avis ?

Il y a incontestablement un silence de la gauche. J'ai peur qu'il ne traduise une mauvaise compréhension du phénomène Le Pen. La gauche continue de sous-estimer la signification



Le 12 octobre, ils étaient 10 000 manifestants dans Lannion et des dizaines de milliers de grévistes dans tout le Trégor à l'appel de l'intersyndicale, soutenus par les commerçants, les artisans, les écoles et les élus, pour s'opposer à la suppression de 1 200 emplois dans l'électronique et à l'asphyxie de la région.



En septembre, Citroën persévère : après les licenciements, les cages grillagées pour tenter d'humilier les travailleurs ! Mais ceux-ci ne supportent pas plus les « tourniquets » que les « cages à rats » !

du phénomène Le Pen, le fait que le discours de Le Pen sur le travail, la famille, la patrie, le bon Dieu éveille des sentiments profonds dans la mémoire collective et les exacerbe. Au moment où ailleurs, à droite comme à gauche, personne ne tient un discours susceptible de séduire les Français — Chevènement lui-même a souligné qu'il manque un grand dessein, un projet de société — Le Pen est le seul à proposer des certitudes. C'est normal que certains citoyens s'accrochent à lui.

Le nouveau premier ministre fait peut-être un petit progrès dans l'analyse en constatant que le succès de Le Pen est causé par de « fausses réponses à de vraies questions ». On aimerait savoir comment les socialistes, et aussi

les communistes, comme la gauche en général pose elle-même ces « vraies questions » et ce qu'elle entend faire pour démolir les « fausses réponses » de J.M. Le Pen. Or, on constate que les dernières mesures prises par le gouvernement traduisent surtout une volonté répressive. Mais je ne vois personne démonter avec précision le mécanisme Le Pen, démontrer en quoi ses réponses sont fausses ni apporter les réponses aux « vraies questions ». Comment la gauche pose-t-elle le problème de l'immigration? Elle dit qu'il ne faut pas renvoyer les immigrés chez eux trop brutalement — ce qui n'a pas empêché les incidents chez Citroën — Elle veut encourager au « retour »... Elle ne parle pas du seul vrai problème qui est un problème de cohabitation de cultures différentes dans les immeubles, les cités, les grandes villes. C'est surtout localement un problème de voisinage, d'urbanisme, d'éducation. Encore faut-il en débattre. La gauche fait preuve d'une carence extraordinaire, d'un manque d'imagination... Par absence de riposte positive, elle laisse le terrain à Le Pen qui en profite. ■

Libéralisme : démagogie ou réalité?

« I ne suffit pas de se déguiser en libéral. Aujourd'hui, la tragédie de la France est que la plupart des dirigeants de l'opposition sont issus de la matrice de la Fonction publique. En vérité, ces personnes ne veulent pas que l'Etat abandonne son pouvoir omniprésent. Entendant continuer à contrôler les grands secteurs de l'économie, hostiles aux personnes qui font partie de l'Etat socialiste, mais beaucoup moins aux structures socialistes, ces dirigeants voudraient bien maintenir l'appareil étatique en changeant ceux qui en contrôlent les leviers. »

Telle est la conclusion du manifeste de Jimmy Goldsmith, magnat de la presse, « Pour un programme libéral », paru fin septembre dans son hebdomadaire *L'Express*. Le ton est militant et le coup vole bas quand il vise le tout nouveau converti au libéralisme Chirac ou le fauteur du socialisme rampant Giscard. Le foudre de guerre pro-reaganien Goldsmith dit-il vrai? A l'en croire, les professions de foi libérales des dirigeants de la droite seraient fort sujettes à caution.

Cèdent-ils à la facilité d'un discours séducteur pour les « déçus du socialisme »? Ou bien opèrent-ils une remise en cause plus radicale de leurs pratiques gouvernementales passées? De retour au gouvernement jusqu'où iront-ils? Mettront-ils en place leurs programmes de dénationalisation, de démantèlement de la protection sociale, « d'Etat mini-

um », en tout ou partie? Quelles réalités enfin recouvre le nouvel engagement néo-libéral de la droite française?

LES LIBERTÉS A TOUT VA

« Défendre les libertés » est devenu le maître mot de la droite française depuis 1981 : « fêtes de la liberté » organisées par l'UDF dans les départements, « Liberté et progrès », titre du Manifeste du PR, « carrefours pour la liberté et le progrès » et « colloque Entreprise et liberté » du RPR. Assurément, dans les premiers mois du septennat, le thème des libertés, visant la participation de ministres PCF au gouvernement, a usé des thèmes anticommunistes habituels : « Entre le socialisme de fraude et de corrosion des libertés d'aujourd'hui et le socialisme totalitaire des Soviétiques, il y a autant de ressemblance qu'entre un jeune serpent et un serpent adulte » écrit Yvan Blot, RPR et membre du Club de l'Horloge.

F. Léotard compare la majorité à Jaruzelski; le carnet de change, c'est quasi le goulag; la loi Quilliot, du « collectivisme ». Plus globalement « la défense des libertés » irrigue les campagnes de la droite sur la presse et sur l'école. Remportant un tel succès qu'on ne peut en escamoter les raisons — notamment sur quelles attentes, quelles aspirations elle a pu prendre appui.

Cette défense des libertés de l'individu est étroitement associée à la défense de l'entreprise, car, si l'on en croit les idéologues de droite, l'entreprise est porteuse des qualités de l'individu : dynamisme, responsabilité, efficacité. Aussi faut-il « libérer l'entreprise » qui étouffe sous les charges et les réglementations, sous la tutelle publique et « la dictature syndicale ». D'où la fameuse déclaration de Gattaz, le 14 décembre 1982 : « Nous demandons pour nos entreprises la liberté des prix, des salaires; la liberté d'innover, d'exporter, d'importer, d'emprunter, de choisir, de risquer. La liberté d'embaucher, et pour mieux embaucher, de licencier. La liberté de s'adapter à un monde qui change. En un mot, la liberté de vivre. »

LE « MOINS D'ETAT » DE LOUIS PAUWELS DANS LE FIGARO-MAGAZINE (11 septembre 1982)

« Je croirai vraiment à l'opposition quand je l'entendrai dire ceci : "Nous nous battons parce que nous voulons non seulement dénationaliser, mais ramener le secteur public au minimum. Nous sommes résolus à diminuer fortement les impôts et les charges sociales. Nous allons réduire l'assistance. Nous resserrerons beaucoup les dépenses de l'Etat. Nous supprimerons quantité de fonctionnaires, d'organismes, de commissions, de bureaux. Nous annulerons le plus grand nombre possible de contrôles sur la vie économique des citoyens. Nous pensons en effet que dans une démocratie digne de ce nom, l'Etat ne se mêle pas d'administrer les affaires des gens. Il garantit la souveraineté nationale et la justice parmi les gens qui administrent leurs propres affaires. (...) Mettons-nous à la tête de l'Etat pour qu'il y ait moins d'Etat." »

POUR FONDER BIOLOGIQUEMENT L'INÉGALITÉ SOCIALE : « LA POLITIQUE DU VIVANT » — Club de l'Horloge (page 141)

« Tous les groupes sociaux ne sont pas également doués dans le domaine intellectuel et les différences constatées entre eux ne s'expliquent pas uniquement par l'environnement. Or s'il n'est plus contesté que les différences d'intelligence entre individus sont surtout fonction de l'hérédité, on continue d'éprouver quelque répugnance à admettre que les écarts entre groupes sociaux puissent s'expliquer par les différences génétiques... »

« POUR UN PROGRAMME LIBÉRAL » DE JIMMY GOLDSMITH (extraits — *L'Express* du 28 septembre 1984).

Santé publique : « (...) chacun devrait être légalement tenu d'assurer la sauvegarde de sa santé auprès d'une société d'assurances (obligation déjà en vigueur à l'égard des automobilistes astreints à s'assurer contre certains risques). (...) L'Etat n'interviendrait que pour acquitter, partiellement ou totalement les primes d'assurance de ceux qui n'ont pas les moyens de le faire. (...) Donc, il importe de recouvrer la liberté de création d'hôpitaux et de rétablir la concurrence au service des malades. (...) L'Etat n'étant chargé que de subventionner ceux qui en ont besoin, la colossale structure de fonctionnaires de la santé publique pourrait être démantelée et libérerait pour un travail véritablement utile ceux qui y sont employés. »

Retraite : « (...) Chaque citoyen doit prendre la responsabilité de sa propre retraite en contractant la "police retraite". »

Entreprises : « La majeure partie des lois du travail devient sans objet. Pour vendre une marchandise ou un service de qualité à un prix concurrentiel, il faut disposer d'un personnel de qualité. Pour disposer d'une équipe de qualité, il faut bien la traiter, lui offrir des conditions de travail satisfaisantes et un salaire valable. Si on la traite mal, elle court chez le concurrent. C'est la concurrence et le marché qui protègent les individus. »

Education : « L'Etat n'a pas à intégrer les enseignants dans l'administration ni à créer un monopole des établissements d'enseignement. (...) La liberté fondamentale pour chaque famille de choisir l'école de ses enfants doit exister, mais à la condition que ne s'organisent pas des écoles pour riches et des écoles pour pauvres. L'égalité des chances est un droit suprême. (...) Bien entendu, il y aura toujours, et il doit toujours y avoir, un clivage entre ceux qui sont méritants et ceux qui ne le sont pas. (...) L'Etat devra remettre à chaque famille un crédit annuel sous forme d'un « bon » couvrant le coût de l'éducation de chaque enfant au niveau jugé nécessaire par la nation. »

suite de la page 6

D'où les thèmes de la « flexibilité », les propositions d'ENCA — emplois nouveaux à contraintes allégées — contribuant à organiser la « société duale », avec d'un côté les entreprises performantes et compétitives sur le marché mondial et de l'autre les entreprises sous-traitantes, aux emplois précaires et fluctuants. La « liberté d'entreprendre », dans un système où dominant et sont exaltés la concurrence et le profit, se présente comme la seule issue possible à la crise selon la règle « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Tel est le raisonnement qui court dans tous les programmes économiques actuels de la droite, et que J. Goldsmith pousse à bout en remplaçant le ministère de l'Economie par le « ministère de la Concurrence » !

« L'ETAT, TYRAN »

La critique de l'Etat constitue l'envers de l'affirmation de la liberté d'entreprendre : l'Etat « paralyse l'ensemble de l'appareil économique », « gère mal », brime l'initiative individuelle. Et dans le même temps, « transforme les citoyens en assistés » (F. Léotard), ce qui « engage le pays sur la voie de la décadence » (J. Chirac). Cet anti-étatisme se noue assez souvent avec un anti-égalitarisme accusant l'Etat de protéger les médiocres, où pointent les thèmes chers au racisme biologique.

« L'Etat providence » est ici visé, et condamné si l'on s'en tient aux projets de Goldsmith de démantèlement de la Sécurité sociale, de la retraite, de l'école au profit du privé et de la libre concurrence. La réflexion n'est pas tout à fait nouvelle, à droite, puisque le « rapport Longuet », avant 81, prévoyait une forte diminution des fonctionnaires. Pourtant, depuis 81, l'attaque contre l'Etat s'est radicalisée et amplifiée; les cibles sont devenues : l'enseignant — pourvoyeur du marxisme —, l'inspecteur du travail libéricide, le smicard entravant la libre concurrence de la marchandise « ouvrier ». Curieux retournement de tendance! Chirac, premier ministre imbu de gaullisme, ne fut-il pas un émule « de l'ardente obligation du plan » et le promoteur d'une relance par la consommation en 76, fort similaire à celle qu'il a critiquée si fort en 1981? Giscard d'Estaing n'a-t-il pas considérablement accru le poids des prélèvements obligatoires et pratiqué un interventionnisme économique permanent, sous couvert de « libéralisme avancé »? Quel crédit apporter à ce « moins d'Etat » si récent et pourquoi?

LES MODELES ÉTRANGERS

Les dirigeants de droite invoquent les modèles étrangers — reaganomics et thatcherisme — qui étayent leurs nouveaux crédos : primauté de l'offre sur la demande, sélection de l'élite, Etat minimum. On en connaît déjà les effets : aux Etats-Unis, 8,5% de chômage malgré la fameuse « reprise » qui s'avère relative et précaire, un déficit budgétaire record (6% du PNB), 14% de la population au dessous du seuil de pauvreté, 10% d'analphabètes, des équipements collectifs — ponts, routes, hôpitaux — qui se dégradent; en Grande-Bretagne, 12% de chômeurs, des régions entières désertifiées et vouées à la pauvreté. Le libéralisme à l'œuvre montre assez son impitoyable caractère de classe : c'est la liberté de s'enrichir, l'opulence accrue pour les capitalistes, l'appauvrissement et la régression pour la grande masse.

A y regarder de près, il s'agit moins d'une diminution de l'intervention de l'Etat prétendument confiné à ses tâches « naturelles » — souveraineté nationale et justice — que d'une réorientation de l'intervention étatique et de ses formes. On s'efforce de le déléster au maximum du « social » au profit d'organismes privés ou de collectivités territoriales éclatées, et de centrer son intervention en faveur de l'accumulation du capital et de son déploiement dans le marché mondial. Ainsi pour « recréer les conditions de l'embourgeoisement victorien » — slogan de Mme Thatcher dès son arrivée au pouvoir en mai 1979 —, la Dame de fer au nom du « désengagement de l'Etat » (les dénationalisations, diminution des fonctionnaires, politique monétariste), inaugure un nouveau type d'intervention de l'Etat qui met tous ses outils budgétaires, institutionnels et politiques au service de la rentabilité financière

Libéralisme : démagogie ou réalité? (suite)

du capital; la Grande-Bretagne devient un véritable « paradis fiscal » pour les capitaux et un enfer pour les travailleurs; le « moins d'Etat » thatcherien, c'est l'armée chaque jour contre les mineurs en grève. Le reaganisme, lui aussi, n'est nullement une réduction mais bien un infléchissement du rôle imparti à l'Etat des années 70, du temps de « la grande société » de Johnson, où la Cour suprême statuait sur la déségrégation raciale dans l'emploi et l'école, pour la suppression des prières obligatoires dans les écoles, pour l'autorisation de l'avortement (1973). Il est significatif que le reaganisme — accroissement des dépenses militaires pour conforter la domination impérialiste US, défiscalisation des entreprises, transfert des ressources des ménages vers les entreprises, arrêt des bourses et aides sociales — s'assortisse de mesures sociales réactionnaires : limitation de l'avortement, diminution des possibilités d'embauche pour les déviants aux « bonnes mœurs », etc. L'Etat reaganien, renforçant l'agressivité impérialiste aux plans économique (le dollar) et militaire, s'efforce de remodeler les équilibres économiques et sociaux, avec « risque d'atomisation totalitaire » de la société américaine. La formule est de l'un de ses admirateurs, Guy Sorman, auteur de « La Révolution conservatrice américaine ».

DES PROPOSITIONS A PRENDRE AU SÉRIEUX

Que donnerait aujourd'hui un reaganisme — ou un thatcherisme — à la française? Ces derniers mois, les leaders de la droite, ses présidentiables et ses cadets, ses idéologues comme ses hommes de terrain, ont multiplié les propositions et programmes pour leur retour aux affaires gouvernementales; leur libéralisme est plus ou moins « ultra », mais tous s'ordonnent autour de trois volets :

— la déplanification et la dérégulation de la vie économique; la diminution des impôts et des cotisations sociales;

— la privatisation, la création d'une concurrence dans tous les domaines (audiovisuel, école...) et les dénationalisations;

— le démantèlement du système de protection sociale instauré depuis 1945.

Les dénationalisations font l'unanimité pour ce qu'a acquis l'Etat en 1982 et stimulent les amateurs de « montages » financiers : une partie des entrepri-

ses sera-t-elle vendue au public, ne risque-t-on pas l'invasion de capitaux étrangers? Les réserves sont plus nombreuses concernant les nationalisées de 36 et 45. Quoi qu'il en soit, on va enquêter sur les dénationalisations en Angleterre et on prépare scénario sur scénario.

Le discours n'est pas seulement instrument idéologique. A preuve les expérimentations multiples de privatisation de services dans les communes reconquises en 1983 : « Une ville se gère comme une entreprise » !

A travers cette prétendue évidence banalisée par les maires new style de 1983, se profilent les véritables raisons de l'émergence d'un néo-libéralisme français. Avec la crise du modèle dominant le système mondial depuis 1945 — le « modèle de croissance » d'après-guerre (cf. *Travailleurs* n° 20, page 13) — « l'Etat de protection sociale » ne joue plus le rôle d'entraînement économique qu'il eut dans la reconstruction économique du pays. Il ne suffit plus aujourd'hui d'augmenter la capacité d'achat par le « salaire indirect » (allocations familiales, sécurité sociale) pour relancer la machine économique grippée, l'échec de la « relance de 81 » l'a montré. Aussi, prenant en compte cette situation nouvelle, le libéralisme d'aujourd'hui cherche-t-il à traiter les réponses aux besoins collectifs et sociaux comme simples marchandises. Le « moins d'Etat » n'affecte pas le rôle de « stratège du capital » de l'Etat mais vise à soumettre complètement la fonction de « protection sociale » aux normes du système capitaliste, par la privatisation et le jeu de la libre concurrence dans les domaines de la santé, de l'école, etc. Telle est la « sortie de crise » de la droite française, en unisson avec les modèles étrangers qu'elle revendique.

Bien sûr, le scénario, s'il se joue en 86 ou en 88, serait différent du scénario américain ou anglais. Pour diverses raisons : le rôle historique spécifique de l'Etat dans la société française (le centralisme jacobin, les particularités et le poids de l'appareil administratif), les résistances populaires probables au démantèlement de « l'Etat de protection sociale ». Quoi qu'il en soit, on ne peut en dire plus à l'heure qu'il est. Ces infléchissements possibles à un libéralisme sauvage ne sauraient conduire à minimiser les dangers bien concrets que recèlent, dès aujourd'hui, les projets des Giscard, Barre, Chirac et leurs amis : démantèlement du système de protection sociale défavorable aux travailleurs, accroissement vertigineux des sans-statuts et des emplois précaires, extension des zones de pauvreté, accélération de la concentration capitaliste dans l'agriculture et le petit commerce, école à deux vitesses, l'une pour les riches appelés « méritants », l'autre pour les pauvres décriés « non méritants », etc.

Pour autant, le « moins d'Etat » et la défense des libertés prônés par la droite rencontrent des échos positifs chez beaucoup, car le « trop d'Etat » rencontre un vécu de bien des travailleurs : le caractère tâillon et inhumain de l'appareil bureaucratique de l'Etat, sa rupture d'avec les difficultés quotidiennes de vie — que ne sauraient compenser les efforts individuels des fonctionnaires —, l'inflation des règlements et des procédures, la gabegie de certains services, etc., etc. Plus généralement, l'Etat inchangé après mai 81, avec une gauche pourtant prometteuse d'autogestion au règne gouvernementales, a renforcé le sentiment d'un Etat hostile et envahissant. Tant sont légitimes et croissantes les aspirations au contrôle, à la maîtrise du pouvoir parmi les travailleurs eux-mêmes. Cela mériterait d'autres développements... ■

Reconquête et division

« On ne reprend pas le pouvoir avec les bêtises des autres, mais avec un modèle nouveau à proposer » : cette affirmation de Lionel Stoléru — qui

introduit le livre fort utile de Colette Ysmal « *Demain la droite* » — est l'un des termes du débat qui agite la droite depuis mai 81. La perspective de retour aux affaires gouvernementales de plus en plus plausible depuis les municipales de 83 et

les européennes n'a pas étouffé la controverse entre vieux caïques et novateurs. Les mauvais sondages, reflétant une méfiance permanente de l'opinion à l'égard des grands leaders — Chirac, Giscard, Barre — confortent les tenants du renouvellement exigé.

Le traumatisme de l'échec fut sévère en 81 chez des hommes convaincus qu'ils ont le pouvoir de droit divin ou selon l'« ordre naturel ». Pour la même raison d'ailleurs, ils sont très vite repartis à l'assaut pour la reconquête gouvernementale, épousant vite la mentalité « d'opposition », faisant feu de tous les mécontentements, usant de tous les rouages et blocages — y compris institutionnels (Sénat, Conseil constitutionnel) —, forçant le trait, maniant l'injure et alimentant une campagne raciste et xénophobe, qui explique en partie l'émergence d'une droite extrême, le Front national. Bref, en trois années, la droite s'est radicalisée. Outre le renouvellement — en débat — de son discours et de ses projets (cf. l'article précédent), qu'en est-il de ses atouts et instruments pour la reconquête : les partis et autres réseaux, les chefs, les points d'appui municipaux? Qu'en est-il aussi de la division — et de ses racines — qui fut l'une des causes de l'échec de 81? Les réponses à ces questions impriment tant notre propre avenir qu'il est nécessaire de s'y arrêter.

LES PARTIS

L'enquête confirme la connaissance concrète des trois grands partis de droite, RPR, PR et CDS : le RPR est plus puissant, mieux implanté, plus structuré. Colette Ysmal estime les effectifs du RPR dans une fourchette entre 250 à 500 000 — plus proche du bas étiage, même si B. Pons n'hésite pas à revendiquer 750 000 « compagnons » ! Quant aux PR et CDS, leurs effectifs ne doivent pas dépasser 25 à 40 000 adhérents, chacun appliquant le principe de non-concurrence au sein de l'UDF; le CDS est plutôt implanté en vieilles zones MRP (Nord, Alsace, Haute-Loire, Marne, Hérault, Gard); le PR est plutôt présent dans le Sud-Est, en Rhône-Alpes, dans le Sud-Ouest et en région parisienne. Le RPR, d'implantation nationale, s'est depuis longtemps efforcé de pénétrer les fiefs de la gauche ce qui lui a valu les succès municipaux de 83 et 84 (Antony, Aulnay).

Ce qu'on appelle « le peuple de droite » organisé par ces partis est fort spécifique; la réalité, assez soigneusement dissimulée, ne confirme pas la prétention du RPR à être le plus « populaire ». La composition sociale de l'ensemble des adhérents paraît assez semblable chez les trois partis : industriels, professions libérales, cadres supérieurs : 27 à 30% (bien supérieurs à la moyenne nationale); commerçants et artisans : autour de 20%; agriculteurs autour de 7%; employés : 20%; cadres moyens : 10%; ouvriers : 10 à 15%. Au total, ces partis rassemblent près de 50% de non-salariés. Précisons davantage : chez les employés, dominent les employés du commerce et les sténo-dactylos de PME; chez les ouvriers dominent largement les agents de maîtrise et les contremaitres; ce sont souvent de nouveaux ouvriers (fils d'agriculteurs), des catholiques pratiquants ayant pour la moitié fait leurs études à l'école privée; les cadres sont surtout cadres dans le privé; les industriels sont souvent entrepreneurs de maçonnerie, sous-traitants des grandes industries traditionnelles; il n'y a quasi pas d'enseignants ni d'intellectuels.

Le militantisme habituel de ces partis, concentré sur les périodes électorales — les fêtes, banquets, apéritifs et aussi collages et coups de poing — fait apparaître une différence soulignée par Colette Ysmal : « Au RPR, une conception autoritaire fondée sur la mystique du chef; au Parti républicain comme au CDS, la certitude que le pouvoir doit rester dans les mains des élus qui ont l'expérience et la compétence, que la démocratie est celle des notables. »

Après 81, ces partis ont recruté, le renouvellement s'estimant à 30%. L'équilibre social n'a pas varié mais la féminisation — chiffrée à 40% — et le rajeunissement y sont manifestes. Le recrutement féminin est familial et concerne pour l'essentiel des femmes au foyer; les jeunes sont surtout étudiants de certaines facultés — droit, médecine, sciences politiques — assurant la relève future des élites des partis de droite.

Plus jamais ça



Quarante ans après Hiroshima, « plus jamais ça » reste une exigence fondamentale et motive le combat pour la paix. Les deux superpuissances doivent désarmer en premier lieu.

... ET LES AUTRES RÉSEAUX

On le voit, ces partis recouvrent très partiellement la société française; ils ne constituent d'ailleurs qu'une fraction de la droite organisée. Des réseaux multiples tissent un filet souvent mal connu mais solide et fort actif depuis 81. Citons : les clubs (club de l'Horloge, club 89, club Figaro-Magazine, etc.); les associations centrées sur des thèmes (« Justice et Liberté », « Solidarité médicale » de Bernard Debré, « Institut de l'entreprise », « Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés »); les associations d'élus locaux; les comités complémentaires aux partis (CAR - Comités d'action républicaine). Certaines associations sont de simples extensions des partis. Par contre, d'autres, les clubs notamment, sont le lieu de rencontre, de confrontation, d'élaboration et d'unification idéologique des deux grands courants RPR et UDF; ils sont ferments de cohésion et de renouvellement; les idéologues de la nouvelle droite et d'extrême-droite y jouent un rôle extrêmement actif.

Il faut citer aussi l'ensemble du milieu professionnel et syndical organisé : CNPF, CGPME, SNPMI, FNSEA, FFA, CSL, les associations de professions libérales, CGC et les associations de masse PEEP (Parents d'élèves de l'enseignement public), l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'école libre), etc. Leurs liens avec les partis de droite sont plus ou moins distants, plus ou moins conflictuels. Ces organisations n'en constituent pas moins la structuration de l'électorat privilégié de la droite française, son noyau organisé dont l'efficacité dans l'action de masse et de rue s'est manifestée depuis 1981 - des retraités au flambeau du SNPMI de septembre 81 aux manifestations monstres pour l'école libre de 84.

Notons enfin les rapports étroits entretenus entre les chefs de droite, notamment les élus, et différentes institutions para-étatiques ou professionnelles, les chambres de commerce, d'agriculture. La chambre de commerce de Grenoble fut l'artisan efficace de l'élection du RPR Carignon en mars 83. L'espace social animé et organisé par des hommes de droite est sans nul doute plus vaste qu'on ne le croit naïvement à gauche; au plan local, comités de fêtes, clubs sportifs, clubs de retraités intègrent sans conteste dans une mouvance, différentes couches populaires.

LES CHEFS

Les chefs quant à eux viennent d'ailleurs. Parmi les secrétaires et délégués nationaux du RPR et ses chargés de mission, il y a, par exemple, 100% d'industriels, membres de professions libérales ou cadres supérieurs! Les députés RPR,

PR, CDS appartiennent, pour 90% ou plus, aux couches les plus privilégiées de la bourgeoisie; les industriels se font la part belle dans toutes les hautes sphères, tandis que les hauts fonctionnaires, issus de l'Institut d'Etudes politiques de Paris ou de l'ENA, apparaissent plus dans les groupes parlementaires (24% dans le groupe RPR, 21% dans celui du PR, 27% dans celui du CDS) que dans l'appareil départemental des partis. Ces hommes sont le plus souvent des « héritiers », leurs pères ayant exercé les mêmes fonctions, perpétuant de véritables dynasties locales et régionales.

Parmi les chefs, il y a aussi renouvellement. Au RPR, trois générations cohabitent plus ou moins harmonieusement : les barons du gaullisme (Chaban Delmas, Debré, Messmer, Peyrefitte) qui ont perdu le pouvoir central, la relève des années 64-67 (Poujade, Pons, Charbonnel, Chirac) et les jeunes loups (Barnier, Noir, Seguin, Toubon, Juppé, Devaquet). La génération chiraquienne, tournant le dos au gaullisme, devenue néo-libérale et atlantiste envahit les postes de responsabilités; elle est jeune : 48% des nouveaux maires RPR des grandes villes ont moins de 43 ans. Notons dans cette « élite » RPR la place montante et l'agressivité des chefs d'entreprises PME et des hommes directement liés au patronat : Balkany, Bergelin, Mignon, Venot, nouveaux élus, dans le style patrons de choc plutôt que technocrates! Au PR comme au CDS, s'est aussi opéré un net renouvellement des chefs que manifeste l'âge du secrétaire général de l'un, Léotard, 40 ans, et de l'autre, P. Méhaignerie, 43 ans, à leur arrivée en fonction. Générations nouvelles de « chefs », plus présentes dans l'appareil que parmi les élus d'ailleurs, qui continuent de se recruter chez les cadres et professions libérales. L'émergence d'un pôle petit patron lié aux chambres de commerce n'a pas lieu dans ces partis de l'UDF; enfin les jeunes « élites » du CDS relèvent plus du public, celles du PR du privé.

Renouvellement des hommes, toujours recrutés dans les mêmes horizons sociaux, extension des bases d'appui municipales - ce qui mériterait une enquête à elle seule -, utilisation militante de la presse et des médias, radios libres y compris, constituent les instruments de la reconquête. Butera-t-elle sur les divisions qui secouent la droite, ces derniers mois surtout?

LES DIVISIONS

Dissolution ou pas, décripation ou pas, alliance avec Le Pen ou pas, proportionnelle ou pas, cohabitation ou non, etc. Chaque jour déverse son lot de déclarations et de controverses qui pimentent le feuilleton « La guerre des chefs ». Dans les coulisses, la querelle qui n'est pas seulement heurt d'ambitions personnelles pour 86 et 88, divise les rangs de chaque parti, les jeunes loups faisant le forcing pour un « nouveau style »... et une place. Tous sont convertis au libéralisme, mais les libéralismes diffèrent. Celui de Raymond Barre, autoritaire en politique, est prudent en matière économique : basé sur un compromis entre l'Etat et le marché, il intègre l'interventionnisme étatique. Celui de Giscard se veut « social » et restitue la notion de « groupe central » où se rassembleraient deux Français sur trois pour une « modernité culturelle ». Celui de Chirac enfin, plus ouvertement conservateur et musclé, est le plus enclin à chasser sur les brisées du Front national. Les clivages d'avant 81 se sont déplacés; même s'ils recouvrent des bagarres d'intérêts, il n'est pas sûr qu'ils joueront le même rôle désagrégateur, car ils participent d'un effort de renouvellement, d'une recherche d'une cohérence et d'une cohésion nouvelles. Sur le fond, tout le monde s'entend et s'entendra le moment venu pour la défense sacrée des profits et la reconquête du pouvoir par une poignée. A n'importe quel prix : l'alliance avec le Front national, l'accentuation des campagnes racistes et xénophobes, une régression politique et sociale sans précédent. Nous le disions, dans le précédent *Travailleurs*, dans le combat contre la droite et ses extrêmes, la responsabilité de chaque organisation du mouvement populaire, de chaque militant est engagée.

Camille GRANOT

VOYAGE EN CORSE

Ce titre de « voyage », dans la foulée de nos précédents voyages en Catalogne, en Occitanie, en Bretagne, au Pays Basque, cette fois est quelque peu abusif, car nous n'y avons pas séjourné récemment, réalisant notre enquête par plusieurs rencontres avec des militants corsés de passage sur le continent. Cette fois, nous n'avons pas non plus rencontré de militants du mouvement culturel, ceux de « *Scola corsa* », ou bien encore les artistes et chanteurs. En avril 83, « *I Muvrini* », groupe corse de chanteurs et de musiciens, répondant à *Travailleurs* (n°8), témoignaient de l'importance de leur art : « *I Muvrini n'ont d'autre but que de promouvoir la culture insulaire, indissociable de la lutte d'émancipation du peuple corse. (...)* »

Nous aurions pu aussi rencontrer d'autres militants encore, militants culturels et politiques - ceux du PPC (Partitu pupulare corsu), par exemple. Cela fixe le programme d'autres « voyages » à la rencontre de la diversité des expressions d'une même identité nationale.

UNE EVIDENCE QUI S'IMPOSE

Car c'est bien l'évidence qui s'impose au fil des rencontres : l'existence et l'identité d'un peuple farouchement attaché à sa terre, à son histoire, à sa culture, à sa langue. Si l'on veut bien écouter les Corsés, militants ou non, leurs chants et poèmes, l'on perçoit les sources de leur colère d'aujourd'hui : l'attachement au village, la dureté de l'exil, le sentiment d'avoir perdu ses racines; le sentiment d'être exclus de leur propre terre par l'intrusion d'un tourisme imposé de l'extérieur - contrôlé par les capitaux français et étrangers - et par l'installation massive, largement subventionnée par la SOMIVAC, des « colons » rapatriés d'Algérie sur des dizaines de milliers d'hectares; la peur de perdre son identité propre. Bref, l'on perçoit la force d'un sentiment national, d'une réalité nationale, qui se heurtent à l'Etat qui s'approprié la Corse, il y a seulement deux siècles, par une longue et sanglante répression, l'Etat français.

Quelques chiffres donnent la mesure de la situation de sous-développement infligée à la Corse : un salaire moyen inférieur de 20% à celui du continent; des revenus fiscaux des ménages inférieurs de 15 à 20% à la moyenne française alors que les prix sont supérieurs de 40% au taux moyen du continent; un taux de chômage de 11% frappant surtout les

jeunes. Dans le même temps, les banques et les trusts du tourisme se sont largement engraisés et continuent de le faire; la viticulture de grands domaines des colons détruit l'équilibre agricole de l'intérieur, importe une main-d'œuvre maghrébine surexploitée et, pas plus que le tourisme, n'apporte emplois et prospérité à la grande masse des Corsés.

Mais si l'Etat français s'est employé - ces 25 dernières années - à faire éclater brutalement l'équilibre rural ancestral - volontairement maintenu depuis deux siècles -, par contre, au plan politique il a continué à s'appuyer sur les structures politico-sociales spécifiques de la société corse, les clans. Ce clientélisme érigé en système, où domine le clan Giacobbi sénateur, au nord de l'île, sous l'étiquette MRG, et J.P. de Rocca Serra, député, au sud, sous l'étiquette RPR, constitue une courroie de transmission efficace de l'Etat pour imposer le statu-quo économique, social et politique.

On comprend dès lors, que, dès l'origine, le mouvement national corse ait pris en cible à la fois l'Etat français et le système claniste. Non sans violence et détermination à la mesure des tensions et des violences subies par le peuple corse lui-même.

LE MOUVEMENT CORSE BIEN VIVANT

On comprend aussi pourquoi les événements d'Aléria et de Bastia d'août 75 firent date dans l'histoire d'un mouvement corse qui renaît dans les années 60. Les acteurs sont en place et s'affrontent : d'un côté, les autonomistes de l'ARC, dirigés par E. Simeoni occupent une cave et exigent que les terres des rapatriés inculpés dans des scandales vinicoles soient redistribuées aux paysans. De l'autre, l'assaut de 1 250 gendarmes, 8 hélicoptères Puma, 4 automitrailleuses et la répression qui s'abat sur l'île tout entière... On connaît la suite, les arrestations et les emprisonnements en nombre, les procès devant la Cour de sûreté de l'Etat, des peines de prison extrêmement lourdes pour les militants autonomistes et indépendantistes qui ne baissent pas les bras, loin s'en faut, et qui bénéficient d'un large soutien parmi le peuple corse; de 1970 à 1980, 500 interpellations, gardes à vue et emprisonnements, 143 inculpations de la Cour de sûreté de l'Etat et sur 25 personnes déjà jugées, 15 condamnées à la prison ferme.

Avec l'amnistie et la promesse d'un statut particulier, le gouvernement socialiste allait-il interrompre l'escalade de la répression à l'encontre du mouvement corse? L'attente et l'espoir sont réels, même si inégalement partagés. Le FLNC (Front de libération nationale corse) observe la trêve, l'UPC (Union du peuple corse) joue le jeu du statut, tout en soulignant qu'il est en retrait sur le projet avancé par le PS lors de la campagne présidentielle. Encore faudrait-il qu'il y ait une véritable volonté politique gouvernementale de répondre aux aspirations nationales. En Corse, comme au Pays Basque ou en Bretagne, rien ne vient de bien tangible ouvrant l'avenir. Arrivi du 18 octobre 84 constate : « *L'UPC n'est-elle pas condamnée à reprendre sa contestation en termes plus nets? Que peut-elle faire d'autre?* » Quant aux militants nationalistes, ils ont, pour certains, repris le chemin de la clandestinité et des prisons. Tous doivent faire face à une tentative de l'Etat français de les présenter comme « gangsters » et droits communs.

Nous donnons ci-après la parole aux uns, aux autres, à l'UPC et au MCA*, qui ont recueilli chacun plus de 5% des suffrages aux dernières élections régionales d'août.

Camille GRANOT

* A la suite d'un malencontreux concours de circonstances, Yves Stella, responsable du MCA et élu de l'Unita Naziunale à l'Assem-

blée régionale, n'a pas pu vérifier les termes précis de l'interview publiée ici. Nous le prions de nous en excuser.
* MCA : hebdomadaire *U Ribambu* - BP 115 20292 Bastia Cedex.

Roland Tafani, membre du Bureau politique de l'UPC :

«L'autonomie s'appuie sur une aspiration réelle»

L'UPC a été créée le 17 juillet 77 à Caterraghu. Elle prenait la suite de l'APC, mouvement de transition, créé dix-huit mois plus tôt pour combler le vide laissé par la dissolution de l'ARC (27 août 1975) et rassembler les militants et sympathisants du courant autonomiste corse. Le premier Congrès de l'UPC, le 14 août 1977 à Furiani réunit 15 000 participants. L'instance souveraine du mouvement est l'assemblée générale des militants qui se réunit ordinairement une fois par an. Elle fixe la ligne politique et élit le bureau politique de l'UPC. L'UPC compte une autre assemblée : le Comité central, composé de militants représentant les neuf régions insulaires du mouvement et les sections de la diaspora. Le siège de l'UPC est à Bastia, 19, boulevard de Gaulle.

■ Quels sont les objectifs, le programme de l'UPC ?

L'UPC se bat pour un statut d'autonomie interne au sein de l'Etat français. Cette autonomie est quelque chose de possible, de faisable. Sur le plan constitutionnel, il suffit d'élargir le champ d'application de l'article 73 de la Constitution de la V^e République.

L'autonomie, c'est donner aux Corses la possibilité de gérer leurs propres affaires dans le cadre de l'Etat, l'Etat conservant la gestion de quelques grands ministères comme la Défense, les Relations extérieures, voire les Finances, et tout le reste revenant à la nation corse... Car nous pensons qu'il y a un peuple corse et une nation corse. Si on prend d'autres domaines, comme la Sécurité sociale, les PTT, il peut y avoir des contrats entre l'Etat et la Corse. Ça existe dans des pays comme la Suisse. Ce que nous demandons est possible.

D'aucuns nous disent, l'autonomie, c'est le séparatisme. On fait l'amalgame. Notre combat est difficile. Nous sommes pourtant convaincus que demain, pour les Corses, il sera plus facile d'organiser la vie à l'échelon de l'île que dans le contexte actuel.

Ce que nous voulons, c'est une Corse qui rayonne, qui accueille, qui échange avec les régions du littoral français, mais aussi avec l'ensemble du bassin méditerranéen. Ça peut choquer des gens, mais c'est l'avenir ; et l'Etat français sera contraint d'en venir là, pas que pour la Corse d'ailleurs. Chez nous, c'est peut-être plus aigu à cause de notre situation géo-

graphique et notre histoire... Nous n'appartenons à la France que depuis deux siècles.

Les Continentaux n'ont pas à s'offusquer de ce que les Corses réclament. Ça n'est pas dirigé contre eux. Nous considérons que nous n'avons pas à tourner le dos à notre histoire, à notre culture, et tout Français de l'hexagone peut être amené un jour à avoir les mêmes revendications.

■ Par rapport à votre revendication d'autonomie, que représente le statut particulier de 1981 ?

Avec la gauche, on a pu faire des choses... passer dans les médias. Il faut être juste ! Le statut qu'on nous a octroyé, car personne n'est venu discuter avec nous, est très limité. Il a permis cependant une avancée, au moins au niveau de l'expression. Des structures se sont mises en place. De toute façon, maintenant, en Corse, rien ne sera plus comme avant, même si la droite revient au pouvoir. Comme l'a dit Gaston Defferre à J.P. de Rocca Serra, chef du clan de droite, « si demain vous êtes président de l'Assemblée corse, vous assumerez le statut particulier et vous serez bien content ». C'est la vérité, car il leur donne des moyens qu'ils n'avaient pas avant. Quand la droite conteste le statut, c'est de bonne guerre, mais c'est comme le départ des communistes... Maintenant qu'ils l'ont, ils veulent la dissolution de l'Assemblée... Avant, ils étaient pour le référendum, maintenant ils sont contre.

Nous, nous ne voulons pas jouer à ce jeu. A cette géguerre droite-gauche. Pour nous, le problème est un problème corse. Nous avons énormément de choses à faire en Corse, et nous ne voyons pas pourquoi nous nous engagerions avec les uns ou les autres sur des questions qui concernent l'Etat français. Qu'on soit obligé d'en tenir compte est une chose, mais avant tout notre but est de servir le peuple corse. A court terme, nous voulons continuer à avoir des élus à l'Assemblée, et pour ce qui concerne le statut, on ne fait pas campagne pour le statut, on fait campagne pour l'autonomie.

On arrive dans les villages, on ne leur demande même pas de voter UPC, on fait campagne pour l'autonomie. On continuera encore. Nos adversaires savent bien que le danger, c'est l'autonomie, parce qu'elle s'appuie sur une aspiration réelle. C'est une bonne base de départ...

■ Justement, quels sont les moyens que vous mettez en œuvre pour atteindre vos objectifs ?

Nos moyens sont limités... D'abord, « Kadhafi n'a jamais rien donné », contrairement aux calomnies qui ont couru. Nous serions plus riches et nous sommes pauvres. Nos seules ressources sont les cotisations et les dons.

Notre moyen principal, c'est l'explication politique... Nous travaillons depuis 15 ans sur les problèmes d'énergie, d'aménagement, sur les problèmes économiques. D'ailleurs, la droite et la gauche ont reconnu que les propositions d'Edmond Siméoni à l'Assemblée de Corse étaient sérieuses, tenaient debout.

Si vous prenez Arritti, il y a des dossiers sur les questions économiques, les différents secteurs d'activités. On n'a pas passé notre temps à assister les gens, on a travaillé. Mais tout ça évolue. Il faut travailler encore. Même au plus fort de la répression, quand on ne pouvait pas mettre le nez dehors, on a

travaillé, et maintenant nous sommes aptes à diriger, à proposer. Le problème corse est aussi et surtout un problème économique. Quand demain il faudra diriger la Corse, il faudra donner du travail aux gens, c'est ça que nous préparons aujourd'hui.

■ Diriger la Corse, dans combien de temps ?

Vous savez, au début, du temps de l'ARC, de l'APC, il y a 10 ans, on pensait qu'il fallait agir vite. On parlait de la situation démographique de l'île et on se disait, si on laisse aller, dans 10 ans, il n'y aura plus de Corses en Corse. On s'est aperçu que c'était le pot de terre contre le pot de fer ; et que toutes les fois où dans une révolution — parce que quand même, qu'on le veuille ou non, c'est une révolution qu'on propose — toutes les fois qu'on a voulu faire jouer le facteur temps, ça n'a pas donné grand-chose. Donc, il faut faire autrement, aller aux élections, etc. L'arrivée de la gauche, le statut particulier, de ce point de vue là nous ont aidés. Mais si on a eu ce statut particulier, c'est qu'on s'est battu. S'il n'y avait pas eu Aléria, Bastélica, etc., le PS n'aurait jamais fait ce genre de proposition !

Chaque jour nous confirme que nous avons raison. La jeunesse ne veut plus partir. L'exil, ça eût payé, ça ne paye plus. Elle prend conscience qu'elle a raison de défendre son identité, sa terre. L'hémorragie s'est très fortement ralentie et, par contre, il commence à y avoir bon nombre de Corses qui rentrent. A partir de ça, je ne dis pas qu'on a le temps, mais on n'a pas le choix. Nous pensons qu'il faut le temps d'une génération, pour plusieurs raisons... La génération la plus âgée, qui pèse lourd dans les élections, est composée de pensionnés de tous bords, d'assistés, et les jeunes qui viennent derrière ne veulent plus rien savoir de ce système-là. Cette vieille génération est en voie de disparition. Le processus est donc irréversible. On ira vers autre chose. Peut-être plus que l'autonomie ? Peut-être moins ? En tout cas vers autre chose... L'indépendance, si le peuple corse la demande... ou si d'autres la demandent... Qui vous dit que, si demain les Pieds-noirs deviennent majoritaires dans l'île, ils ne demanderont pas l'indépendance ?

Propos recueillis par François LARGUIER le 24 juillet 1984

Yves Stella, du MCA : «Reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple corse»

■ Quelle est la situation du peuple corse en 1984 ?

La situation du peuple corse — et c'est tout le sens de notre lutte — s'est stabilisée de manière dramatique : il n'y a plus d'exode rural — car il n'y a plus personne susceptible de quitter l'intérieur —, il n'y a plus d'exil... Mais sur 240 000 habitants de l'île au total, le peuple corse historique et ceux qui l'ont rejoint au cours des temps, ne représentent guère que 120 000 à 130 000. Cela est le résultat d'un phénomène brutal et récent. L'année charnière est 1960 : il y a alors 176 000 habitants en Corse, presque tous Corses, hormis 3 à 4 000 Français ou étrangers, l'encadrement administratif pour l'essentiel. Après 1960, se fait la rupture avec l'arrivée de rapatriés d'Algérie et avec l'arrivée de Continentaux happés par le développement du tourisme. De 3 à 4 000 non-Corses, on passe à 70 000, de 1962 à 1975 ; en moins de



Manifestation contre l'extradition des militants basques à Paris, fin septembre.

pour écouter le pays à Paris :



quinze ans, il y a une substitution de population. Aujourd'hui, la situation s'est stabilisée, avec l'existence d'un fort contingent de Corses exilés sur le continent. Hors de Corse, la vie communautaire corse a éclaté avec la bipolarisation de la vie politique en France engagée à la même époque. En 1960, très peu de Corses étaient inscrits sur les listes électorales hors de Corse, le clanisme jouant toujours à plein. Avec la V^e République, les Corses vivant hors de Corse sont peu à peu entrés dans les clivages politiques français. Dans cette communauté, c'est souvent aujourd'hui la seconde génération qui prend conscience, cherche à rentrer en Corse et se raccroche à l'identité et à la culture corses dont elle a été détachée.

■ **Votre revendication fondamentale d'autodétermination vise à répondre à cette situation, en quoi ?**

Il n'est pas possible que la communauté corse reste dans cette situation. Voilà pourquoi notre point fondamental, c'est la reconnaissance du peuple corse comme seule communauté de droit sur cette terre. A partir de là, le peuple corse, s'étant réapproprié un certain nombre de moyens, serait en mesure à nouveau d'intégrer, de s'élargir : il faut en Corse entre 350 000 et 400 000 habitants. Nous comptons bien sûr sur le retour de Corses en Corse mais aussi sur le maintien en Corse de nombreuses personnes qui y sont et ne sont pas Corses aujourd'hui ; et nous pensons, de par notre lutte, leur permettre de participer au destin du peuple corse, de devenir Corses. Il existe un point fondamental où tout le monde peut se rejoindre s'il veut vivre en Corse : la reconnaissance du peuple corse. Nous devons rebâtir cette communauté corse, maîtresse de ses droits et de son avenir. Et quantité de luttes sectorielles ne pourront pas avancer s'il n'y a pas cette reconnaissance politique : la revendication culturelle, la revendication de bilinguisme, la revendication économique. Seule cette reconnaissance peut permettre de débloquent la situation, des points de vue économique, social, de l'emploi, de l'enseignement de la langue, de la culture. A partir de là, on pourra négocier, discuter des étapes suivantes ; et à moyen terme nous demandons la reconnaissance du droit à l'autodétermination. Non pas un mot... assorti d'un droit d'exercice accordé par l'Etat français pour dans 50 ans ! Avec la politique actuelle cela ne rimerait à rien. Après le droit, il faut acquérir les moyens de ce droit, moyens culturels, économiques, politiques et, à long terme, l'exercice de ce droit à l'autodétermination. Alors le choix du peuple corse sera celui que la lutte aura créé. Pour nous, l'autodétermination c'est à la fois une démarche politique progressive et une démarche quotidienne — donner au peuple les moyens de participer, de s'organiser, de décider dès aujourd'hui...

■ **Dans cette perspective, sans doute faut-il préciser l'origine du MCA, ses objectifs, sa spécificité ?**

Le MCA — U Muvimentu Corsu per l'Autodeterminazione, mouvement corse pour l'autodétermination — s'est créé en septembre 83, après la dissolution de la CCN — Consulte des comités nationalistes — à la suite de l'affaire Orsoni. Il s'agit d'une même volonté politique de porter et de développer le message nationaliste sur le terrain des luttes publiques et d'occuper ce terrain par des structures successives.

Le mouvement public avait déjà existé : mouvement des étudiants en 74, mouvement des jeunes en 75-76 ; le message public avait été défendu d'une certaine manière par le mouvement de soutien aux prisonniers de 1978 à 80. Mais aucun de ces mouvements n'était inscrit dans une stratégie d'ensemble ni n'exprimait une ligne politique claire. D'autre part, il est vrai que les mouvements autonomistes, l'APC puis l'UPC, pouvaient aussi se targuer, d'une certaine façon, de porter une part du message public. En 1980, après l'affaire de Bastélica-Fesch, les nationalistes ont compris la nécessité d'organiser et de structurer un mouvement politique public. Sont alors nés les premiers « comités nationalistes » — cumitati nazionalisti — peu à peu organisés en « consulta » (assemblée). Au cours de l'année 83, au moment de l'affaire Orsoni, la CCN a dû adopter des positions extrêmement dures ; et il s'est forgé une image — entretenue par les médias — de « vitrine du FNLC ». Chacun a vu qu'il n'en était rien puisqu'aussitôt s'est reconstitué un mouvement, le MCA, qui a montré des capacités réelles d'occuper le terrain, qui a montré qu'il n'était nullement une « vitrine ».

Dès sa création, le MCA a affirmé ses objectifs de lutte pour la reconnaissance du peuple corse, de ses droits fondamentaux, de son droit à l'autodétermination par la lutte de libération nationale, pour une société corse en rupture avec le capitalisme. Ce sont les termes du programme de base du MCA en septembre 83. Aujourd'hui, le MCA agit sur le terrain politique public : il participe aux élections, mène la lutte institutionnelle, dénonce la situation en Corse, mène des actions de propagande, avance des propositions. La stratégie de libération nationale s'est donnée d'autres moyens, notamment l'organisation et l'élargissement de contre-pouvoirs ; par exemple le « syndicat des travailleurs corses », créé en 84, comprend plusieurs syndicats qui se mettent peu à peu en place : le syndicat des enseignants, syndicat d'agriculteurs, d'artisans, d'étudiants. Peu à peu, la lutte de libération nationale, dans toutes ses expressions, devrait être en mesure de présenter un bloc d'organisations, proposant demain une réelle et complète alternative à la situation coloniale.

Précisons davantage cette stratégie. La lutte de libération nationale, stratégie de lutte, n'est pas une fin en soi, c'est un moyen pour atteindre nos objectifs. Cette lutte s'exerce à trois niveaux : un niveau de lutte armée, un niveau de lutte institutionnelle menée notamment par les mouvements politiques et un troisième niveau de lutte de masse — manifestations, actions syndicales... Toutes ces expressions — qu'il s'agisse du FNLC jusqu'aux structures syndicales ou culturelles — sont originales et mènent des activités correspondant aux terrains qu'elles occupent ; elles sont aussi complémentaires car inscrites dans une même ligne stratégique.

■ **Peux-tu dire un mot de votre première expérience électorale à travers « Unita Naziunalista » ?**

Le terrain ne nous était pas connu... Tout le monde était contre nous : on a voulu présenter « Unita Naziunalista » comme la « liste du FNLC », alors qu'elle rassemble de nombreuses et diverses organisations publiques ; il y a eu la barre des 5% pour nous éliminer... et on a tout fait pour nous isoler, nous laisser de côté... Or, ces élections ont été l'occasion de lancer une dynamique nouvelle ; nous avons fait presque 150 réunions publiques, en tournant de village en village à l'intérieur, en acceptant franchement le débat. « On ne vous voyait pas comme cela », nous a-t-on dit bien souvent, alors que nous expliquions que s'il y avait une situation violente, il fallait s'en prendre à sa cause... La clarté, la nouveauté de notre démarche — dans un discours qui fut le plus anti-électorale que pouvait être — ont été payantes...

Ensemble

Chacun peut le constater : cette rentrée 84 est difficile pour les travailleurs, pour le mouvement ouvrier et populaire. Le gouvernement poursuit, voire accentue sa politique d'austérité, de restructuration et de redéploiement du capital, portant des coups aux travailleurs, à leurs emplois comme à leur pouvoir d'achat. Dans le même temps, la radicalisation globale de la droite dans tous les domaines (cf. le dossier de ce numéro) fait peser des menaces croissantes, tant là où elle est dominante aujourd'hui que pour l'avenir.

Des actions importantes ont été menées par les travailleurs et leurs organisations, chez Renault, Creusot-Loire, les fonctionnaires et bien d'autres dont on parle moins, pour défendre leurs intérêts menacés par l'offensive du capital. Mais ce qui domine aujourd'hui c'est la difficulté de mobilisation des travailleurs, leur absence de perspectives, leur désarroi. La désorganisation, la désyndicalisation, la crise du militantisme, la rupture entre les travailleurs et leurs organisations, continuent le plus souvent à faire des ravages et prennent en de nombreux endroits un tour dramatique. Il serait absurde et suicidaire de nier ou de cacher de telles réalités, de parler d'offensive ouvrière quand c'est le capital qui marque des points et le mouvement ouvrier qui se replie, de vouloir estomper la crise que traverse le mouvement ouvrier et populaire. Pour transformer la réalité, il faut d'abord l'appréhender telle qu'elle est.

Cette indispensable lucidité n'implique évidemment pas de baisser les bras, mais de définir les orientations, mesures et politiques permettant de faire face. Car nombreux sont aujourd'hui ceux qui refusent la fatalité de la crise, de l'austérité et du redéploiement, qui recherchent de nouvelles voies, une autre politique, d'autres pratiques, une autre manière de faire de la politique. Le plus souvent ces travailleurs et militants sont dispersés, séparés par leurs expériences et appartenances politiques actuelles ou passées différentes, engagés dans de multiples actions et combats pour la défense de l'emploi, l'action résolue contre le racisme, la prise en compte des revendications des minorités nationales, le respect de l'environnement, contre les exactions d'une droite revancharde dans les municipalités et régions, pour la démocratie locale, pour la solidarité avec les luttes des peuples du Tiers Monde ou la défense de la paix.

Là se trouve le germe d'un nouvel espoir, d'un dépassement de la crise du mouvement ouvrier et populaire. Il est urgent que tous ceux-là se retrouvent localement pour confronter leurs points de vue, expériences et difficultés, chercher ensemble de nouvelles voies, mesures, politiques et formes d'organisation, viser à mettre en commun leurs forces, même pour des objectifs limités, afin de peser davantage sur la réalité et de dégager des perspectives. Les occasions ne manquent pas localement pour avancer dans une telle direction, dans le respect de la diversité des idées et engagements de chacun. La gravité de la situation actuelle commande de dépasser les réflexes ou manœuvres d'appareil, les comportements de donneurs de leçons, les prétentions hégémonistes, la mise en avant prioritaire de ce qui sépare ou divise. Car tous ont en commun de vouloir résister à l'offensive du capital, de viser la même cible. Prendre en compte cette réalité fondamentale est le maillon à saisir aujourd'hui pour ne pas laisser davantage se dégrader la situation du mouvement ouvrier et populaire et jeter les bases de son renouveau.

Pierre BAUBY

CREUSOT-LOIRE : SOLIDARITÉ

Pendant des semaines, les travailleurs de Creusot-Loire ont multiplié grèves et manifestations contre les multiples menaces planant sur leurs emplois à la suite du dépôt de bilan de la société. Tous les groupes financiers qui proposaient de reprendre tout ou partie du groupe, multipliaient les exigences de suppression d'emplois. Usinor et Framatome, à leur tour, voulaient près de 1 200 licenciements. Mais la détermination des travailleurs du Creusot a contraint les représentants du gouvernement, le 19 octobre, à lâcher du lest : parmi les licenciés, ceux qui ne bénéficieraient pas des départs en préretraite resteraient chez eux pendant cinq mois avec maintien de leurs salaires, puis se verraient proposer une formation pendant dix mois, avec rémunération égale à 70% du salaire. A l'issue de cette formation, un emploi leur serait proposé, « si possible » sur place, faute de quoi la formation continuerait. Outre l'importante diminution de salaire, ces dispositions ne présentent aucune garantie précise sur l'emploi qui serait proposé, sa rémunération, son lieu, d'autant qu'il y a déjà 3 000 chômeurs au Creusot. Un peu plus de la moitié des 3 232 travailleurs ayant participé le 23 octobre à la consultation organisée par la CGT ont jugé ces dispositions insuffisantes et décidé de continuer l'action. Par ailleurs, le sort des filiales de Creusot-Loire, qui représentent l'autre moitié des effectifs du groupe, n'est toujours pas connu, d'importantes suppressions d'emplois étant à prévoir.

RAPPORT DALLE : VIVE LE PROFIT DANS L'AUTOMOBILE !

M. François Dalle, Pdg des cosmétiques L'Oréal, vient de publier son rapport sur l'industrie automobile. L'essentiel tient en un objectif unique : il faut redresser les profits des entreprises. Pour ce faire, il propose d'abord d'augmenter les prix de vente de 3% de plus que l'inflation et les tarifs de réparation de 20%. Ensuite, il suggère que l'Etat augmente massivement ses subventions aux entreprises automobiles pour faciliter les financements des investissements. Enfin, il veut supprimer massivement des emplois pour réduire la masse salariale. Sur les 230 000 postes existant chez les constructeurs, il faut ajouter aux 16 000 emplois supprimés ces dernières années 54 000 autres d'ici la fin de 1988. Chez les équipementiers, il faut supprimer 20 000 emplois sur les 122 000 existants d'ici fin 1987. Quant aux conséquences induites, en aval, il les juge « dramatiques », mais n'avance pas de chiffres.

suite page 16

En bref... En bref...

PAUVRETÉ : FAIRE BIEN DAVANTAGE

Le gouvernement vient de prendre plusieurs mesures contre la pauvreté : versement d'une allocation de 40,00 F par jour aux 15 à 20 000 chômeurs de 50 à 55 ans qui, depuis la réforme du 1^{er} avril de l'UNEDIC ne recevaient aucune indemnité; aide décentralisée aux communes, associations et organismes sociaux luttant contre la pauvreté; examen de la situation des familles menacées d'expulsion avant le 1^{er} décembre. Pour financer ces dépenses, une contribution supplémentaire de 0,5% sera demandée aux 3 000 très grandes fortunes possédant plus de 2 milliards de centimes.

Pour importantes que soient ces mesures pour ceux qui en bénéficieront, elles sont bien loin de répondre à la situation. En particulier à celle des chômeurs non indemnisés, qui représentent aujourd'hui, avec les différentes réformes de l'UNEDIC intervenues depuis novembre 1982, plus de la moitié des 2 400 000 chômeurs. D'autant qu'avec 40,00 F par jour il est aujourd'hui tout à fait impossible de se nourrir et de se loger décemment. C'est bien davantage qu'il faut accorder aux chômeurs, qu'il faut prendre aux grandes fortunes (dont les placements dépassent de loin l'inflation), aux profits et placements spéculatifs et financiers des grandes entreprises non investis dans des emplois utiles pour répondre aux besoins populaires.

UN NON MASSIF DES ASSOCIATIONS AUX DERNIERES MESURES GOUVERNEMENTALES, NOTAMMENT SUR LE GROUPEMENT FAMILIAL

Albert Lévy, président du MRAP : « Le plus gros du plan (gouvernemental) penche vers la répression. Si l'on peut reconnaître très naturellement à un pays le droit de maîtriser les flux migratoires, on ne peut pas admettre que cela se fasse en violation des droits fondamentaux de l'homme. Alimenter l'idée que les regroupements familiaux sont de l'ordre de l'immigration clandestine, c'est grave. » (*Libération*, 15 octobre).

L'Association des Français d'origine algérienne (*La Semaine*, 24 octobre) : « La décision gouvernementale du 10 octobre 1984 d'accentuer la lutte contre l'immigration clandestine donne lieu, comme on s'y attendait, à une véritable chasse au faciès. »

« En effet, sous le prétexte fallacieux de recherche de clandestins, les immigrés maghrébins en situation régulière, et même ceux qui ont la nationalité française, sont soumis à des contrôles permanents, à des brimades, à des bousculades, à des tracasseries de toutes sortes, en violation de la loi, comme le confirme la récente décision de la Cour de cassation. » L'Association s'élève ensuite contre la mort du jeune algérien Salim Bazari, abattu par un policier au cours d'un contrôle d'identité.

Fonctionnaires - Secteur nationalisé :

CONTRE LA BAISSSE RECORD DU POUVOIR D'ACHAT, UNE ACTION JUSTIFIEE

En 1982 et 1983, les fonctionnaires et travailleurs du secteur nationalisé avaient enregistré une baisse du pouvoir d'achat tenant à la fois au retard des augmentations de salaires par rapport à celles des prix et à l'augmentation des cotisations sociales. Pour cette année et 1985, outre ces méthodes bien rodées, le gouvernement a décidé de franchir un pas de plus : l'augmentation des salaires sera nettement inférieure à celle des prix. Dans le cas des fonctionnaires, qui servent de modèle pour l'ensemble du secteur nationalisé, cela veut dire 3% d'augmentation seulement cette année : 1% en avril (présentée à l'époque comme un rattrapage de la baisse du pouvoir d'achat de 83) et 2% au 1^{er} octobre, alors que les prix augmenteront de 7% environ cette année selon l'indice INSEE, qui sous-estime l'augmentation réelle des prix, en particulier pour les plus faibles revenus.

Devant une telle attaque, la plupart des fédérations de fonctionnaires, mais aussi la CGT à la SNCF, la RATP, EDF-GDF, ont appelé à la grève le 25 octobre. Cela a suscité bien des réactions : les fonctionnaires, qui bénéficient de la garantie de l'emploi, devraient accepter, en période de crise, de se serrer la ceinture alors qu'il y a près de 2 500 000 chômeurs, qu'il faut moderniser pour

créer des emplois, etc. De tels arguments doivent être patiemment réfutés. D'abord parce que la baisse du pouvoir d'achat ne vise pas les seuls fonctionnaires mais l'ensemble des travailleurs : les patrons du privé utilisent l'exemple des fonctionnaires pour réduire partout le pouvoir d'achat. Surtout la baisse du pouvoir d'achat de ceux qui travaillent ne profite ni aux chômeurs ni à l'emploi. La diminution du pouvoir d'achat en 1983 n'a en rien empêché, mais au contraire favorisé par la diminution de la demande, l'augmentation du chômage de plus de 300 000 depuis un an. La politique gouvernementale d'austérité vise explicitement à la restauration des profits des entreprises, dans l'espoir qu'ultérieurement elles investiront et créeront des emplois. Mais les profits records de 1984 s'accompagnent d'une nouvelle augmentation du chômage.

Fonctionnaires, travailleurs du secteur privé, chômeurs, ne sont pas dans la même situation aujourd'hui, n'ont pas les mêmes intérêts immédiats, rien ne sert de le nier. Mais les uns et les autres sont victimes de la même course au profit maximum, du même système capitaliste. Cela crée la possibilité, en même temps que la nécessité, de leur unité dans le respect et la défense de leurs revendications spécifiques.

La FASTI (11 octobre) : « Refuser à un homme de vivre avec son épouse, refuser à des parents de s'occuper eux-mêmes de l'éducation de leurs enfants est un acte infâme. (...) La FASTI s'opposera par tous les moyens à l'expulsion des femmes et des enfants d'immigrés et à la séparation des familles. Elle est sûre que les syndicats et les associations familiales réagiront de même. »

André Lagouy, directeur du GISTI (*Libération*, 15 octobre) : « La résorption des cités de transit pour la fin 83? Promesse non tenue. La modification de la réglementation des hôtels meublés? Idée adouci. Le projet de loi sur le statut des résidents en foyer qui devait être déposé à l'automne 83 a été enterré. On nous parle de mesures pour l'insertion, et les précédentes n'ont pas même été appliquées. C'est une imposture. »

La Ligue des Droits de l'Homme (11 octobre) : « s'élève contre la décision d'interdire tout regroupement familial par régularisation sur place. Elle rappelle à cet égard, que la possibilité, pour toute personne régulièrement installée en France, de mener une vie familiale

normale est un droit qui trouve son fondement dans les principes de la Constitution et des accords internationaux et a été rappelé par le Conseil d'Etat. »

RAPPORT DALLE (suite de la page 15)

M. Dalle se veut patron « social ». Aussi ne propose-t-il pas de licenciements secs, mais outre les préretraités et les aides au retour pour les travailleurs immigrés (6 à 7% d'entre eux seraient, selon lui, intéressés), il préconise la réduction de la durée du travail, à condition qu'il n'y ait pas compensation salariale et surtout les congés de reconversion-formation payés par l'Etat : formation pendant un an avec 70% du salaire, aide de l'entreprise pour un reclassement et licenciement après deux refus.

M. Dalle conclut que l'industrie automobile reste une industrie d'avenir. A coup sûr, avec ses propositions, pour les profits. Mais pas pour les travailleurs s'ils n'imposent pas d'autres orientations.

En bref... En bref...

LA FRANCE, TROISIEME MARCHAND D'ARMES AU MONDE

Devant la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale, Charles Hernu vient de déclarer que les ventes d'armes françaises à l'étranger ont atteint 40,4 milliards de francs pour le premier semestre de l'année. Ces chiffres confirment que rien d'essentiel n'a changé depuis mai 1981 en matière de vente d'armes, car la France reste le troisième marchand d'armes au monde, le premier par habitant. C'est essentiellement vers des pays du Tiers Monde que la France vend des armes, en concurrence avec les deux superpuissances, USA et URSS. Dans cette concurrence, l'objectif essentiel du gouvernement, des militaires et des entreprises exportatrices, bien souvent nationalisées (Thomson, Matra...), est de vendre le plus possible pour rééquilibrer le commerce extérieur; les ventes d'armes souvent discrètes, à l'Afrique du Sud et à bien d'autres pays en témoignent. On est bien loin d'une problématique visant à répondre aux besoins de développement du Tiers Monde.

JACQUES ABOUCHAR DOIT ETRE LIBERE, UN POINT C'EST TOUT

Depuis qu'est tombé le verdict, condamnant Jacques Abouchar, journaliste d'A2, à 18 ans dans les prisons afghanes, le soutien et l'activité diplomatique s'intensifient pour exiger sa libération sans délai. Le gouvernement, le Parlement, de nombreuses personnalités durcissent le ton. Il sera nécessaire de poursuivre les pressions et démonstrations jusqu'au retour en France du journaliste.

Le Bureau politique du PCF, pour sa part, a publié une longue déclaration, le 23 octobre, décidant de suspendre toute relation avec le Parti de Karmal tant que « ne sera pas formulée une mesure permettant dans les plus brefs délais son retour en France. » Même si elle eût été plus significative envoyée à Tchernenko, cette décision est positive et utile. Par contre, le contenu de la déclaration est assez discordant. Elle démarre par un autoportrait satisfait, allant de la guerre du Rif aux extrêmes basques, se poursuit par l'attaque de tous les autres partis qui ne défendent pas les mêmes causes que lui et dénonce enfin la campagne « haineuse contre le PCF, les pays socialistes, les forces progressistes et révolutionnaires internationales ». Mais qui donc ici fait l'amalgame? Est-il socialiste ou progressiste ou révolutionnaire de condamner à 18 ans de prison un journaliste qui fait son métier d'informer? C'est la seule question — et réponse — qui compte en l'occurrence.

AFRIQUE DU SUD : L'OPERATION PALMIET

Le 23 octobre, 7 000 soldats et policiers du régime de l'apartheid ont investi puis quadrillé Sebokeng où vivent 120 000 Noirs. Cette opération nocturne a été ensuite étendue à Sharpeville et Boipatong.

Paix :

DEVELOPPER UNE MOBILISATION POPULAIRE EFFICACE

Chaque année, fin octobre, l'ONU prend l'initiative d'une semaine pour le désarmement. Ces dernières années, en particulier en 1983, des manifestations massives avaient eu lieu dans la plupart des pays européens à l'approche d'une nouvelle escalade dans la course aux armements entre les deux superpuissances, USA et URSS. L'installation des Pershing et Cruise américains en Europe de l'Ouest suivie rapidement par le déploiement de nouveaux missiles soviétiques SS22 en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, interrogent ceux qui veulent agir pour défendre la paix sur les moyens de développer une mobilisation populaire efficace.

Il s'agit d'abord de désigner clairement l'objectif : il faut désarmer ceux qui sont superarmés, qui possèdent 80 à 90% des armes, les deux superpuissances qui rivalisent pour dominer le monde. USA et URSS doivent désarmer les premiers, au grand jour, sous contrôle international, en même temps; désarmement nucléaire et conventionnel jusqu'à la dissolution complète et simultanée des deux blocs militaires. Dans ce but, il faut agir pour que le gouvernement prenne des initiatives concrètes, en alliance avec le Tiers Monde.

Les peuples et pays du Tiers Monde sont, en effet, une force de paix décisive. Menacés et de plus en plus en butte au pillage, à l'oppression et à la guerre impérialiste portés chez eux par les deux superpuissances — les USA au Salvador, au Nicaragua, en Afrique du Sud, l'URSS en Afghanistan, en Erythrée, au Cambodge — leurs luttes sont une importante contribution à la défense de la paix mondiale.

Il s'agit aussi de tout faire pour rassembler dans la diversité de leurs analyses et propositions, toutes les forces qui aspirent à défendre la paix. Ceci implique d'éliminer tout ce qui entrave — réflexes d'appareil, volontés de contrôle organisationnel, conceptions hégémonistes... — un tel rassemblement.

Selon la police, dans la seule ville de Sebokeng, 357 personnes ont déjà été arrêtées. Ce qui est qualifié par l'évêque anglican Desmond Tutu, récent prix Nobel de la Paix, comme une « provocation », et aussi la réponse de Pretoria aux manifestations noires des derniers mois contre l'augmentation des prix et des loyers. Ces manifestations qui tournent souvent à l'affrontement, ont fait depuis le début septembre plus de 80 morts et des centaines de blessés parmi la population noire.

NICARAGUA : DES ELECTIONS LIBRES

Le 4 novembre prochain, pour la première fois de leur histoire, les Nicaraguayens vont voter librement. Les inscriptions des futurs électeurs de plus de 18 ans se sont déroulées du 27 juillet au 5 août dernier. Plus d'un million et demi de personnes se sont déplacées pour se faire identifier et recevoir leur carte d'électeur. Finalement, sept partis ont inscrit leurs candidats pour la présidence et l'Assemblée. Le FSNL présente (entre autres) Daniel Ortega et Sergio Ramirez. Les autres partis sont le Parti conservateur démocrate (droite), le Parti libéral indépendant (centre droit) qui fit partie du front patriotique jusqu'au début 84, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Mouvement d'action populaire et le parti populaire social-chrétien. C'est avec une grande minutie qu'a été mise au point la loi électorale de façon que les résultats soient inattaquables.

Cette loi comprend 159 articles régissant les organismes électoraux, les inscriptions, les moyens matériels et l'éthique électorale.

La signature fin septembre par le Nicaragua de l'accord de Contadora en vue de ramener la paix en Amérique centrale est un signe encourageant. Néanmoins, la situation continue à être grave. Pendant le seul mois d'août, 122 combats ont été enregistrés aux frontières. L'administration Reagan continue d'épauler fortement la « Contra ». Le Honduras servait de base logistique. Des groupes armés subsistent encore, importants dans certaines zones.

PHILIPPINES : LA VERITE SUR L'ASSASSINAT D'AQUINO POINTE

Les conclusions de l'enquête sur le meurtre de Benigno Aquino en 83, ont été rendues publiques. Finalement, le meurtrier n'était nullement un « tueur à gages à la solde des communistes » comme le prétendaient la hiérarchie militaire et le président Marcos lui-même. La commission accuse 26 personnes dont trois généraux d'avoir prémédité et perpétré cet assassinat. Parmi les généraux, le plus puissant, Fabian Ver, chef d'état-major des forces armées et parent du président Marcos. Pour l'instant, ce dernier soustrait le précédent au cours de la justice. Parallèlement à cette bombe qui ébranle le régime, la répression tombe sur Manille avec une violence jamais vue depuis l'instauration de la loi martiale en 72, selon les informations du primat de l'église philippine Mgr Sin.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

LU DANS LA PRESSE LOCALE DU PCML...

Dans *Vivre et lutter à Vitrolles* (Bouches-du-Rhône) de septembre, commentant la mort d'un jeune chômeur d'origine maghrébine à Port-de-Bouc, la section du PCML écrit : « *A plus long terme, on n'évitera pas le retour de tels événements par une politique répressive mais par une transformation profonde du système éducatif, par le développement de la prévention et des loisirs, par l'adoption d'un plan d'urgence pour la rénovation des cités populaires, par l'abandon de la politique du chômage et d'austérité, par l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.* »

Dans *La Lettre du PCML* (région Nord) d'octobre : « *Le chômage partiel total à Massey-Ferguson : ils sont 1 430. Ils n'ont pas été licenciés et n'ont donc pas eu d'indemnité de licenciement. L'inspection du travail n'a pas été consultée et leurs droits en matière de formation sont inférieurs à ceux de travailleurs licenciés. Quatre semaines après le début du chômage partiel total, ils ont d'office été inscrits comme demandeurs d'emploi. Depuis, ils touchent 1 200 F par mois...* »

Dans *La Commune du XIX-XX^e* d'octobre : « *Dans notre dernier numéro, (...) nous signalions à nos lecteurs un article du maire-adjoint de notre arrondissement paru dans Magazine-Hebdo et qui reprend curieusement les idées de M. Le Pen sur l'immigration. Voici maintenant que, dans La Dépêche du XX^e, journal destiné à soutenir M. Bariani, maire de l'arrondissement (...) celui-ci va dans le même sens que son adjoint, souhaitant résolument qu'on diminue la place des immigrés dans le XX^e.* »

Dans *Grenoble-Combat* d'octobre, sous le titre « *Carignon veut mettre à sa botte le socio-culturel* » : « *Après les baisses de subventions de fonctionnement du budget 84, Carignon a décidé de baisser en 85 les subventions pour les salaires. En 84, il avait dénoncé la convention passée entre la ville et les associations du secteur socio-culturel, aujourd'hui, il met en place une nouvelle convention où il refuse de reconnaître les salaires affectifs pratiqués et il aligne d'autorité les subventions sur les salaires mini de la grille municipale (...). La municipalité de droite « offre » plusieurs « solutions » aux associations qui gèrent les équipements de ce secteur : soit licencier une partie du personnel, soit réduire les salaires et même dans certaines associations, Carignon a annoncé qu'il avait des gens prêts à effectuer cette gestion dans le cas où les associations ne voudraient pas appliquer de telles décisions.* »

Dans *Seine et Marne Action* d'octobre, la relation de la « *petite guerre contre l'administration scolaire à Nandy* » : « *... les parents et les enseignants de la deuxième maternelle, (...) soutenus par les associations et la municipalité, occupaient toujours le 15 septembre l'école maternelle des Bois, le groupe scolaire le plus ancien, tandis que l'Inspection académique, qui avait absolument refusé une nomination supplémentaire, devait céder finalement, le 28 septembre, après diverses actions spectaculaires des usagers...* »

A PROPOS DE L'APPEL DE LA LCR

Le 10 octobre, le Bureau politique de la LCR a publié un appel destiné à « *affirmer une gauche anticapitaliste* ». Après avoir rappelé qu'il y a trois ans la défaite de la droite appelait une politique nouvelle, la LCR analyse la politique gouvernementale actuelle : « *De concessions en capitulations, la majorité et le gouvernement de gauche en sont arrivés à mener une politique identique à celle de leurs prédécesseurs. (...) Dans ces conditions, du côté des travailleurs, trahis, dupés, règnent le désarroi et la désorientation. Tandis que la droite, elle, a trouvé un second souffle et affiche sa morgue habituelle. Malgré ses divisions, elle sait s'appuyer sur le gouvernement pour imposer aux travailleurs une austérité toujours davantage aggravée.* »

Le texte montre ensuite que « *la catastrophe est au bout du chemin sur lequel nous entraîne le gouvernement. Nous savons que si nous laissons faire, une nouvelle fois une occasion historique sera gâchée. (...) Et pourtant, nous sommes des dizaines de milliers, organisés ou inorganisés, syndicalistes ou militants des partis de gauche et d'extrême-gauche, à ne pas abdiquer, à refuser la spirale de l'échec et du gâchis, à être convaincus qu'il faut s'opposer, tous ensemble, à la politique anti-ouvrière imposée par le patronat et appliquée par le gouvernement. L'austérité n'est pas fatale, l'échec n'est pas inéluctable. A condition de se donner les moyens d'imposer une autre politique! Oui, nous sommes beaucoup à penser qu'il faut construire un nouveau parti des travailleurs.* »

La LCR souligne que « *le moment est venu de nous rassembler, pour débattre et agir, pour affirmer une force alternative à la gauche officielle, une force anticapitaliste, capable d'intervenir, dans les luttes aujourd'hui, dans les élections demain. C'est un appel que nous lançons, à tous les travailleurs, à toutes les organisations, à toutes les tendances, courants et groupes, à tous les militants et militants qui se réclament du socialisme, qui combattent l'austérité et refusent le retour de la droite. Organisons-nous dans les entreprises, les bureaux, les écoles, dans les localités. Rencontrons-nous, quelles que soient nos appartenances politiques et syndicales, quelles que soient nos divergences sur d'autres questions. Ensemble, nous pouvons affirmer une force militante anticapitaliste, unitaire, capable de redonner espoir et confiance aux travailleurs.* »

Le document préparatoire au XXV^e Congrès du PCF prévu pour février 85, doit être examiné par le CC du PCF fin octobre et publié ensuite. Les prochains numéros de *Travailleurs* y donneront une large place dans le souci de contribuer le plus efficacement possible au renouveau du communisme, dont l'exigence et l'urgence apparaissent à de plus en plus de militants.

Sollicité pour réagir à cette initiative, le PCML a fait parvenir le texte ci-dessous, paru dans *Rouge* du 19 octobre :

« L'appel du BP de la LCR souligne la gravité de la situation, les dangers croissants qui existent pour tous les travailleurs, pour l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire.

« Engagé dans la course à la compétitivité internationale et aux profits, le gouvernement poursuit et aggrave la politique d'austérité, les restructurations et le redéploiement du capital, sur le dos des travailleurs de France comme des peuples et pays du Tiers Monde. Une telle politique affaiblit et désarme les travailleurs, accroît leur désarroi et facilite ainsi les attaques d'une droite de plus en plus radicalisée.

« Car la droite se renoue sur la base des orientations inspirées de Reagan et de Thatcher. Dans ces conditions, sa victoire de 1986 entraînerait une aggravation brutale de la situation des travailleurs dans tous les domaines, une régression sociale sans précédent, des coups décisifs portés à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire.

« Voilà qui interdit une identification pure et simple entre le gouvernement et la droite et qui détermine comment défendre, dans cette situation, les intérêts ouvriers et populaires.

« Il faut œuvrer à l'action commune, même sur des objectifs partiels et limités, de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier et populaire pour faire face à l'offensive de la droite et de l'extrême-droite. Et, indissociablement, faire avancer la nécessité d'autres mesures, d'une autre politique, d'une autre manière de faire de la politique. Nombreux sont ceux qui, de manière dispersée aujourd'hui, cherchent et agissent pour faire émerger ces objectifs, manifestent des critiques à l'encontre des pratiques des partis traditionnels, mais aussi d'extrême-gauche, à l'encontre de tel ou tel aspect ou de la globalité de leurs politiques. Il est urgent qu'ensemble, ils confrontent leurs points de vue et expériences, qu'ils cherchent à mettre leurs forces en commun, dans le respect de la diversité de leurs intérêts et aspirations. Une telle démarche interdit d'en fixer d'avance les objectifs, les bornes ou le débouché organisationnel. Elle implique aussi de rompre avec la politique partisane qui appelle « rassemblement » le gonflement derrière sa propre bannière. Le renouveau du mouvement ouvrier et populaire est à ce prix. »

Dossier

LE TIERS MONDE ET LA FRANCE

Christian Tutin, Bernard Gamet,
Joseph Kiticki-Kouamba, Yves Goussault,
Dominique Lardeux et Pierre Bauby
en parlent ensemble

Christian TUTIN

L'un des problèmes majeurs pour le Tiers Monde aujourd'hui est la question de la dette : ouvre-t-elle une étape nouvelle dans l'évolution de la place du Tiers Monde, ou bien est-elle le produit conjoncturel d'un certain nombre de contradictions, d'erreurs, de volontés politiques délibérées?

Bernard GAMET

La dette n'est pas en fait qu'un épiphénomène : l'aspect fondamental est que le Tiers Monde, l'Afrique en particulier, vit une crise profonde, structurelle, et à caractère économique.

Joseph KITICKI-KOUMBA

Il faudrait sans doute voir dans quelle mesure le centre n'a pas déterminé la politique de la périphérie.

Yves GOUSSAULT

La dette est effectivement le phénomène le plus critique à l'heure actuelle, mais n'est qu'un aspect de la crise globale. La situation de crise a révélé, renforcé les intérêts divergents existant dans la périphérie. On doit bien constater aujourd'hui que les stratégies qui subsistent se réduisent à sauver l'unité sur des terrains de plus en plus limités.

Une chose me frappe lorsque je regarde la situation actuelle : les mouvements révolutionnaires semblent percer davantage dans des pays dont les économies, les formations sociales sont peu ou pas intégrées dans la division internationale du travail.

Christian TUTIN

Le problème de la dette résulte, à mon avis, de facteurs structurels, mais pas uniquement : les politiques économiques

suivies par les pays du centre, en particulier les Etats-Unis, ont joué un rôle considérable dans l'éclatement du problème de la dette.

La question de la dette montre à quel point est profonde la crise dans laquelle sont plongés les pays du Tiers Monde : quels que soient leur type de structure sociale, leur modèle d'accumulation, tous sont frappés.

Pierre BAUBY

L'endettement n'est pas le problème principal, à ceci près que c'est, pour l'impérialisme, notamment américain, l'occasion de mener l'offensive contre l'ensemble des pays du Tiers Monde, visant à imposer un programme d'austérité renforcée dans chaque pays. La seule priorité étant le développement d'industries d'exportation répondant aux besoins des multinationales.

Bernard GAMET

Lorsque l'on examine les causes internes de l'endettement, on a trop tendance à les réduire aux seules mauvaises politiques menées par les dirigeants des pays du Tiers Monde.

Mais il existe, notamment en Afrique, des causes de nature structurelle : extrême faiblesse du marché intérieur, quasi-inexistence d'épargne intérieure.

Aussi, lorsqu'un pays veut mener une politique de développement, il est obligé d'avoir recours aux emprunts extérieurs.

Il y a une énorme responsabilité des bailleurs de fonds internationaux qui, dans une période où l'argent était abondant et bon marché, ont cherché à le placer le plus possible pour pouvoir le rentabiliser.

Mais cette dette, et cela est très important, porte la crise jusque dans la sphère capitaliste : elle est, à un niveau tel qu'elle est devenue pratiquement non maîtrisable.

Les mesures prises ne font que reculer le problème ; il s'agit d'une véritable fuite en avant du système financier international.

Yves GOUSSAULT

Je distinguerai, à l'heure actuelle, deux politiques au sein des puissances impérialistes : l'une stricte, la plus dure, qui est celle du FMI ; l'autre plus généreuse, ouverte, qui est celle de la Commission Brandt.

En 1981, le gouvernement de gauche a eu une position semblable à celle de la Commission, en considérant qu'il n'y aurait de reprise économique durable en France que dans la mesure où l'on transférerait des fonds dans le Tiers Monde, et où l'on ouvrirait nos marchés. Mais dans les faits, on a maintenu la politique antérieure en prenant comme critère la concurrence inter-impérialiste.

Pierre BAUBY

Le double aspect de l'endettement traduit une crise profonde du Tiers Monde, en termes de famine et de survie, et une fragilisation du système impérialiste lui-même.

Ainsi, l'Argentine, bien que surendettée, a pourtant été en mesure de tenir la dragée haute, au moins pendant un certain temps, au FMI et à Reagan.

Christian TUTIN

Les banques ont joué le rôle qui est le leur en système capitaliste. Elles ont été victimes, non pas tant de leur imprudence que du fait qu'elles n'ont pu prévoir que les politiques monétaristes seraient aussi dures.

Ceci nous montre, j'en suis convaincu, l'importance considérable des questions monétaires et financières ; de plus en plus, le processus de pillage passe par les mécanismes financiers.

Dominique LARDEUX

La question de la fragilisation du système impérialiste est importante. La politique des banques est significative : elles ont fourni des dollars à une époque où il y avait la possibilité d'investissements massifs dans les industries d'exportation du Tiers Monde ; or, ce modèle a échoué. La réduction draconienne des capacités d'importation des pays soumis à la conditionnalité du FMI alimente la récession mondiale.

D'autre part, les pays d'Amérique latine, bien que finalement contraints de négocier séparément avec le FMI, ont montré, au travers de la Conférence de Caracas, leur volonté de développer une solidarité des endettés.

Un aspect qui me paraît important dans l'analyse que nous pouvons faire de la situation du Tiers Monde est le développement de la coopération Sud-Sud : est-ce l'un des leviers de la lutte contre le système impérialiste, est-ce au contraire un phénomène qui n'a pas tenu ses promesses ?

Bernard GAMET

Il est normal que les pays en voie de développement négocient leur dette séparément : leurs capacités de négociation sont très diverses, il n'y a pas grand-chose de commun entre la dette du Burkina Fassa (ex Haute-Volta) qui ne gêne pas le système financier international, et celle de l'Argentine.

Ce qui me paraît nouveau, c'est que les conditions d'une rupture du fonctionnement du système financier international sont réunies. Le système capitaliste peut fort bien trouver une issue à cette crise principalement financière ; mais pour l'heure, il ne peut plus fonctionner de façon harmonieuse.

Yves GOUSSAULT

La question de savoir si le système bancaire a été à un moment ou à un autre en danger de faillite doit certainement être abordée. Il semble que par rapport à des dettes comme celle du Mexique, les banques disposent encore d'une marge de manœuvre.

Joseph KITICKI-KOUAMBA

Ces derniers temps en Afrique, nombre de pays, notamment ceux de la zone franc, se tournent vers les USA pour essayer de sortir de leur crise. Ils espèrent que, par le biais du FMI, ils disposeront de liquidités, sans pour autant être déstabilisés par la conditionnalité du Fonds monétaire.

Il y a une question que je me pose, c'est de savoir si les conséquences sociales extrêmement dures de l'endettement peuvent engendrer des situations révolutionnaires ?

Pierre BAUBY

Il est vrai que les pays acceptent des négociations bilatérales ; mais ce n'est qu'un aspect de la réalité. Il faut peser également les résultats effectifs de la coopération, aussi modestes soient-ils. La volonté du groupe des 77 de créer une banque du Sud, la recherche de moyens d'échange qui ne passent plus par le dollar, l'unité maintenue malgré les problèmes au dernier sommet de New Delhi, sont autant de faits, encore peu développés, qui constituent des entraves à l'impérialisme.

Yves GOUSSAULT

Les situations de surexploitation créent-elles des conditions révolutionnaires ? Il s'agit là, comme de savoir si le Tiers Monde est la force capable de provoquer la rupture, d'une question essentielle. Il me semble qu'il se tisse, à travers des formes de prolétarianisme très diverses, des luttes variées, des liens, des alliances entre des fractions de plus en plus importantes de la paysannerie et la classe ouvrière là où elle existe, des intellectuels, des militaires, etc.

Christian TUTIN

Je suis convaincu de la capacité du système à gérer la dette, car les mesures techniques existent. Par contre, ce que l'on ne peut pas du tout prévoir ce sont les conséquences des tensions sociales qui sont ainsi créées dans le Tiers Monde. J'ai plutôt tendance à penser qu'il s'agit là d'un terrain privilégié pour des mouvements populistes, que beaucoup de situations deviennent totalement ingérables par quelque régime que ce soit.

La coopération Sud-Sud me paraît tout à fait essentielle dans la recherche d'une alternative de développement. Il se pose pour tout pays, en effet, le problème de trouver des partenaires internationaux. Le Nicaragua qui, malgré la dégradation considérable de la situation, la rupture des ponts financiers avec les organismes internationaux, arrive encore à conserver des liens avec les pays latino-américains, se trouve dans une meilleure situation que Cuba qui, cinq ans après la révolution, se trouvait complètement isolé.

Cela dit, je doute que, faute de tentatives dans les pays du centre d'établir de nouveaux rapports, les pays du Tiers Monde puissent s'en sortir tout seuls.

Dominique LARDEUX

La question est de savoir si, aujourd'hui, le Tiers Monde est capable de jouer le rôle d'initiateur des transformations internationales qu'il a joué à l'époque des indépendances. Ceci par sa lutte pour le développement, d'une part, pour la reconnaissance sur la scène internationale, en tant que pays à part entière, d'autre part. On a tous plus ou moins le sentiment que le Tiers Monde s'est fragilisé, a éclaté. Est-ce là toute la réalité ? Quelles sont les tendances non abouties, qui existent aujourd'hui ?

Pour ma part, le Sud-Sud fait partie de ces tendances profondes ; de même, le rejet des modèles de développement importés, la recherche d'un développement dans le cadre de l'autonomie collective.

Bernard GAMET

Ce qui me gêne dans ce que tu viens de dire, c'est qu'en fait le Tiers Monde n'existe pas : c'est un ensemble de pays très divers, qui ont parfois des contradictions très fortes entre eux. Or, la coopération Sud-Sud, nous pouvons y souscrire pleinement, et c'est ce que fait la France, mais c'est quand même avant tout une affaire du Sud. Il faut pour cela que les pays veuillent développer cette coopération ; ce n'est pas chose facile.



MM. Kiticki-Kouamba, Christian Tutin



MM. Yves Goussault, Dominique Lardeux



MM. Pierre Bauby, Bernard Gamet

Si l'on prend le cas des pays de la zone franc : leur monnaie étant convertible, ils ne sont pas enclins à effectuer des échanges avec des pays hors zone dont les monnaies sont souvent non-convertibles et donc fragiles.

Malgré tout, je suis tout à fait convaincu que le Sud-Sud est une voie de sortie des situations de non-développement que vivent aujourd'hui les pays du Tiers Monde.

Pierre BAUBY

Par-delà toute la diversité des situations, les pays du Tiers Monde ont une seule chose en commun, c'est le fait d'être victimes, à des degrés différents, d'un même système impérialiste. C'est cela, et uniquement, qui crée les possibilités d'une unité pour affronter ce système. C'est de cette façon que l'on peut envisager le Sud-Sud.

Si l'on regarde la situation des travailleurs de notre pays, ils sont eux aussi victimes de ce système impérialiste mondial. Il y a là par conséquent, la possibilité, sur la base des intérêts des uns et des autres, d'une alliance afin de rechercher ensemble des solutions.

De ce point de vue, je considère que la politique française à l'égard du Tiers Monde depuis 1981, a été une gigantesque occasion perdue. Il était possible d'aller beaucoup plus loin dans le sens d'une alliance avec le Tiers Monde, de rechercher d'autres voies que celles qui ont été finalement retenues.

Yves GOUSSAULT

Une véritable coopération est celle qui donnerait toute son importance à des secteurs de pointe de notre économie, à l'université, à la formation, etc. Il devait y avoir une ouverture-association de l'économie française, de ses interventions politiques internationales avec les pays du Tiers Monde : les possibilités d'une coopération élargie existaient. Au lieu de cela, le gouvernement s'est contenté d'une amélioration du système antérieur.

Enfin, la politique internationale de la France à l'égard du Tiers Monde est restée très en retrait de ce qu'ont pu dire ceux-là même qui sont chargés des négociations, comme Edgar Pisani.

Joseph KITICKI-KOUAMBA

Il faut remarquer que si les pays africains sont amenés à développer les échanges entre eux, c'est parce qu'ils ne peuvent pas vendre leurs produits sur les marchés protégés occidentaux. Il est vrai que la coopération Sud-Sud se heurte au fait que dans nos pays, les régimes ne sont souvent pas du tout démocratiques. Mais il faut remarquer que l'on a encouragé l'accession au pouvoir d'individus qui ne songent qu'à toucher des pots-de-vin.

Le gouvernement a manqué une occasion d'une coopération véritable avec nos pays; je n'en prendrai que l'exemple de l'immigration : le gouvernement français propose des indemnités pour inciter les travailleurs immigrés à rentrer chez eux. Mais rien n'a été fait au plan de la formation, pour que ces travailleurs aient une qualification qui leur permette, une fois dans leur pays, d'être des acteurs du processus de développement. Renault possède un secteur machinisme agricole : qu'est-ce qui a été fait pour que les travailleurs acquièrent les capacités de réparer un tracteur, un petit motoculteur? C'était là une façon d'aider l'Afrique à pouvoir se développer.

Christian TUTIN

Le principe d'une solidarité internationale entre les travailleurs des pays du centre et les peuples du Tiers Monde est vrai. Mais on ne peut faire l'impasse sur le fait qu'une remise en cause des rapports de domination dans un pays du centre impose non seulement une remise en cause des privilèges, mais également de certains aspects des conditions de vie des travailleurs du centre.

En ce qui concerne la politique française depuis 1981, je suis d'accord avec le constat global d'échec et de dérive, par rapport au discours initial. La coopération relève effectivement d'une problématique d'ensemble : faute de définir un projet socio-économique alternatif, il n'y a pas de solution.

Il faut tenir compte également des marges réelles d'autonomie dont dispose la France dans l'environnement international : je pense qu'à l'heure actuelle, il n'y en a pratiquement plus, aussi je ne vois pas comment pourrait s'améliorer la politique de relations avec le Tiers Monde.

Enfin, et c'est ce qui me paraît le plus grave, il y a eu dérive idéologique, dans le domaine de l'immigration, avec la renonciation à certains objectifs, et la reprise de certains aspects du discours de la droite.

Yves GOUSSAULT

Comment se fait-il que la France ait une telle marge de manœuvre en ce qui concerne un secteur économique aussi important que celui des armements, où elle est capable de vendre à tous les pays du Tiers Monde?

Bernard GAMET

Il y a une certitude pour moi : tout au moins dans une première phase, le gouvernement a apporté un certain nombre d'éléments nouveaux dans le domaine de la coopération :
— l'objectif d'atteindre 0,7% du PIB consacré à l'aide au développement d'ici 1988 est maintenu. Il y a eu une progression sensible vers cet objectif malgré le tassement du budget 85;

— la France a non seulement accepté les conclusions du plan de Lagos, mais elle les a défendues dans un certain nombre d'enceintes internationales;

— la France contribue à hauteur de 27% de l'aide au développement de la CEE;

— enfin, la position française au sein du FMI, contre les USA, d'augmentation des quote-parts, a permis de compenser les mesures prises à l'encontre des pays du Tiers Monde pour ce qui concerne leurs capacités de tirage.

Je distinguerai trois grands problèmes de la coopération :
— On peut être d'accord avec les perspectives à long terme que vous proposez; mais la politique de coopération est aussi une politique à court terme : que peut-on proposer pour ce court terme, en sachant qu'on ne modifiera pas fondamentalement le type de rapports existant avec le Tiers Monde?

— En période de crise, il est très difficile d'expliquer à notre opinion publique la politique de coopération. Cela, le gouvernement n'a sans doute pas su le faire.

— Nous avons tenté d'établir des rapports nouveaux de coopération, de participer à des expériences déjà existantes, avec les ONG. Nous devons reconnaître que ce n'est pas sans

difficultés, dans la mesure où les pays préfèrent en général que l'aide au développement passe par les relations d'Etat à Etat.

Joseph KITICKI-KOUAMBA

Et pourtant, ce sont bien les travailleurs, les paysans, qui sont les acteurs sur le terrain.

Yves GOUSSAULT

Je crois que ce type de coopération sur des projets locaux renvoie à la question suivante : à travers la crise, n'en est-on pas venu, de plus en plus à proposer un type de développement qui reste marginal? Au fond, on a renoncé au droit de ces peuples à accéder à des technologies et des moyens modernes. Il y a effectivement là une contradiction, dans la mesure où il n'existe pas d'autre solution, dans l'immédiat que de relancer les politiques villageoises, familiales, d'autosuffisance alimentaire; mais nous devons savoir qu'il ne peut s'agir que d'une phase transitoire. Politiquement, ils n'arriveront à exercer leurs droits qu'à la condition de ne pas être réduits économiquement à une existence marginale.

Je pense qu'il nous appartient de nous pencher à nouveau sur les expériences qui ont été menées ou qui sont encore en cours, comme en Chine, à Cuba, ou encore dans les pays d'Europe de l'Est : il a existé des recherches de voies de développement intéressantes, même si elles ont échoué, ou si elles ont dû être modulées par la crise.

Christian TUTIN

Il y a une double difficulté : on ne peut en effet pas miser sur des petits projets, des formes de développement qui demeurent marginales vis-à-vis du système dans son ensemble. Mais on ne peut négliger les échecs des expériences de grands projets qui tous contenaient le développement industriel axé sur les secteurs lourds. Une issue serait sans doute la recherche d'articulation entre les différents secteurs. Je pense au Nicaragua qui essaye d'articuler l'agro-alimentaire d'exportation, l'autosuffisance alimentaire et le développement d'un secteur agro-industriel utilisant les capacités locales.

Yves GOUSSAULT

Ce schéma est clair, mais sa mise en œuvre est très délicate : on sait aujourd'hui que l'on peut édifier étape par étape une industrie au service de l'agriculture, qui soit en même temps une base de l'accumulation industrielle autonome, à terme. Mais ceci est renvoyé aux calendes du fait de la nécessité, pour assurer la survie, de développer l'autosuffisance.

Pierre BAUBY

Rien ne paraît plus dangereux qu'un discours généreux qui consiste à dire : « Privons-nous de beaucoup de choses pour permettre le développement dans les pays du Tiers Monde ». Il faut être clair : la seule alliance possible entre les travailleurs d'un pays comme la France et les peuples et pays du Tiers Monde, est celle qui reconnaît fondamentalement le droit au développement des pays du Tiers Monde, mais aussi qui parte des intérêts, des besoins des uns et des autres.

Il n'y a pas, me semble-t-il une coopération à court terme et une stratégie à long terme complètement séparées : il s'agit de s'inscrire dans une stratégie d'ensemble, et d'engager dès aujourd'hui un processus qui passe y compris par des actes concrets, limités, par de petites inflexions, comme de développer le troc, de chercher à passer des alliances avec les pays latino-américains vis-à-vis du FMI, etc.

C'est ce qui manque aujourd'hui dans la politique du gouvernement qui limite à la gestion au jour le jour la coopération.

Christian TUTIN

La France a joué parfois un rôle ambigu lors de négociations internationales. A la CNUCED, notamment, elle a aidé finalement à mettre au point la forme acceptable par le Tiers Monde du refus américain de négocier.

Dominique LARDEUX

Il faut reconnaître que la France défend ses intérêts de puissance impérialiste. Elle intervient en effet pour 27% de l'aide de la CEE en Afrique; mais aussi pour près de la moitié des échanges CEE-Afrique. Il y a sans cesse, dans le discours, un balancement entre la défense d'une conception ouverte des rapports avec le Tiers Monde, et la défense d'intérêts immédiats qui, eux, sont tangibles. Là est la limite d'autonomie de la politique de coopération.

Joseph KITICKI-KOUAMBA

Je voudrais aborder une question qui est celle de l'attitude des forces démocratiques françaises. J'ai le sentiment que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, la solidarité internationale, qui était forte à l'époque des indépendances, a eu tendance à disparaître. C'est une question importante, à une époque où de nombreux opposants croupissent dans les prisons, notamment des intellectuels qui pourraient contribuer à former les hommes dont le développement des pays africains a tant besoin.

Yves GOUSSAULT

Je crois que de ce point de vue, le gouvernement français n'a pas su s'appuyer sur les forces démocratiques. Je pense à l'exemple de l'Afrique du Sud : les travailleurs de Framatome étaient tout prêts à dire ce qu'ils pensaient de l'installation d'une centrale nucléaire; en fait, c'est la pratique du secret qui l'a emporté.

Pierre BAUBY

Pour conclure, je crois qu'un des problèmes majeurs que nous rencontrons, c'est que tout ce que nous venons d'évoquer concernant les rapports de la France avec le Tiers Monde, ainsi qu'avec le système impérialiste, ne reste pas l'apanage d'un petit cercle de spécialistes, mais soit au contraire largement débattu, afin que peu à peu des perspectives de transformation se dégagent.

POUR UNE STRATEGIE D'ALLIANCES AVEC LE TIERS MONDE

par Dominique Lardeux

Il peut sembler à première vue paradoxal de développer aujourd'hui l'idée d'une solidarité avec le Tiers Monde, solidarité qui serait le levier d'une rupture avec le système impérialiste : frappés de plein fouet par la crise économique, les travailleurs ont, en effet, et à juste titre, comme préoccupations premières la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat, la reconstitution de leurs capacités à se mobiliser contre les offensives renouvelées du capital.

Un discours anti-impérialiste apparaît alors plaqué, à côté ou en marge de la réalité sociale et politique de notre pays. Et de fait, les activités de solidarité que mènent les associations anti-impérialistes, comme les organisations syndicales ou politiques, le sont bien souvent à côté des actions revendicatives quotidiennes, par des militants spécialisés. Tout se passe comme s'il y avait d'une part la lutte à mener contre notre système capitaliste, à l'intérieur, et d'autre part, d'une façon spécifique, les luttes anti-impérialistes à l'extérieur. Les projets politiques, comme les analyses économiques elles-mêmes, n'échappent pas toujours à cette division qui est opérée entre capitalisme et impérialisme. Pourtant, dans le même temps, tout le monde reconnaît aujourd'hui l'interpénétration grandissante des économies, leur intégration accrue dans le système mondial. Il est bien difficile de porter un jugement sur l'économie française, par exemple, en s'en tenant au strict hexagone, alors que les principaux groupes français ne réalisent pas plus de 45% de leur chiffre d'affaires en France, l'activité de leurs filiales à l'étranger en représentant 30%. Les développements de la crise économique montrent à l'évidence l'importance de cette interpénétration : une hausse annuelle de 10% du dollar entraîne 30 milliards de francs d'augmentation de la dette extérieure françai-

se, 10 à 15 milliards de francs de déficit commercial supplémentaire, et « coûte » 1% d'inflation. La « crise » de l'automobile n'est qu'un des épisodes de la réorganisation, au plan mondial, de la production automobile devant aboutir à la domination de quelques grands groupes sur le marché. Il nous paraît donc essentiel de considérer le système économique français dans son unité capitaliste-impérialiste, dans la mesure où il est profondément intégré au système impérialiste mondial, où il en est l'une des composantes. Toute recherche d'une « issue à la crise » qui ne prendrait pas en compte cette dimension aboutirait sûrement à l'impasse.

A l'inverse, la politique gouvernementale actuelle, en considérant a priori que le système impérialiste mondial ne peut et ne doit pas être fondamentalement changé, amène logiquement à la politique d'austérité. Pouvons-nous alors accepter cette vision « réaliste », consentir les sacrifices — bien réels, eux — exigés par le patronat pour rendre l'économie française plus compétitive, restaurer les profits, tenter de rétablir l'équilibre des balances quotidiennement remis en cause par la politique monétaire américaine ? Il ne saurait en être question : la restauration des profits, en système capitaliste, ne signifie pas, automatiquement, diminution du chômage et augmentation des salaires. Le cas du redémarrage de Chrysler, souvent cité en exemple par les tenants du libéralisme le plus outrancier, est typique de la stratégie du capital : 66 000 licenciements en 1979, réduction de près de 50% des capacités de production, gel des salaires, suppression des primes, tel a été le coût de la restructuration. Comme le note l'IFRI* : « Alors que l'industrie américaine avait besoin en 1977 de produire 11 millions de véhicules pour ne pas travailler à perte, elle réalisait des profits en 1982 avec une production de 6 millions seulement. » (Ramsès 1983-84 — p. 144). Le seul scénario de « sortie de crise » acceptable pour les travailleurs est celui qui garantirait le plein emploi, une augmentation générale du niveau de vie, tout en rétablissant les grands équilibres dans la production industrielle et agricole, dans les échanges, comme au plan financier : un tel scénario paraît bien incompatible avec le système économique et politique actuellement dominant en France, comme avec le système impérialiste mondial.

DES TENSIONS EXTREMEMENT GRAVES

La crise économique touche tous les pays. Que le nombre de chômeurs, en France, ait été multiplié par 6 entre 1974 et 1984 en est une preuve, hélas. Malgré tout, les économies occidentales disposent d'un arsenal de moyens — et d'abord la

puissance économique et politique — qui leur permettent de modérer l'ampleur des effets de la crise, y compris au plan social. Il est alors tentant de penser que, vaille que vaille, les pays occidentaux arriveront à sortir de cette crise et se retrouveront dans une nouvelle période de croissance forte. Schéma optimiste, possible éventuellement, mais qui fait l'impasse sur la gravité des tensions économiques actuelles.

Le poids de la dette des pays du Tiers Monde, s'il met aujourd'hui en péril leur économie, menace également l'équilibre financier international ; que l'on songe que les onze premières banques américaines se sont engagées bien au-delà de leurs capacités vis-à-vis des pays d'Amérique latine. Une impossibilité ou un refus de la part des gouvernements latino-américains d'honorer leurs échéances amèneraient à un effondrement de ces banques que la Réserve Fédérale ne pourrait empêcher. La menace d'un gigantesque krach est d'autant plus réelle que les pays occidentaux eux-mêmes sont de plus en plus endettés : la dette des sept premiers pays industrialisés est passée de 22% de leur P.I.B. en 1974 à 41% en 1983. Que l'on songe également aux effets redoutables d'une montée brusque, comme d'une chute rapide du dollar : le 21 septembre, les banques occidentales ont dû, en une journée, vendre plus d'un demi-milliard de dollars pour simplement encaisser, ce jour-là, la hausse du dollar.

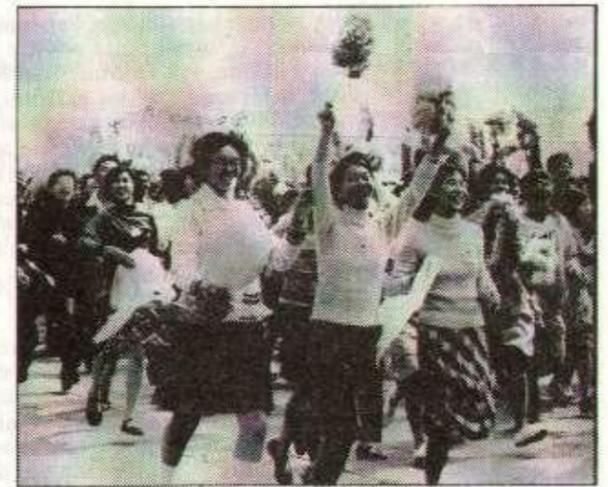
Au niveau du commerce mondial, le règlement de leur dette contraint les pays du Tiers Monde à restreindre d'une façon draconienne leurs importations, ce qui alimente la récession. Telle est la logique de l'impérialisme, qui, soucieux avant tout d'enranger le maximum de profits dans le temps le plus court, conduit à une situation économique excessivement instable. Instabilité qui alimente les tensions politiques, vient renforcer les risques de guerre.

LE TIERS MONDE AU COEUR DES CONTRADICTIONS DU MONDE ACTUEL

Les quinze dernières années ont montré avec netteté quelle place nouvelle occupait de fait, sur la scène mondiale, les pays en voie de développement. Que ce soit sur la question des matières premières, des échanges de produits manufacturés, avec l'entrée en force des nouveaux pays industrialisés, que ce soit dans la recherche de nouveaux débouchés pour les capitaux occidentaux, leurs productions industrielles, que ce soit enfin, au plan politique, la recherche de positions fortes dans telle ou telle partie du monde, les pays du Tiers Monde ont constitué à la fois un théâtre d'opérations privilégié, en même temps que les acteurs principaux des grandes mutations opérées sur la scène internationale. Au double mouvement des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale : établissement de l'hégémonie américaine après l'affaiblissement des puissances européennes, accession à l'indépendance nationale de la plupart des pays du Tiers Monde, a succédé un autre mouvement double : recomposition de l'impérialisme à la fois par la montée de la superpuissance soviétique et la nécessité de s'adapter aux réalités nouvelles, lutte des pays nouvellement indépendants du Tiers Monde pour accéder au développement et prendre toute leur place sur la scène internationale.

Les pays du Tiers Monde, par l'ampleur des marchés potentiels qu'ils représentent, mais également par les richesses naturelles qu'ils possèdent et leur réservoir de main-d'œuvre, constituent un enjeu essentiel dans la bataille que mènent les puissances impérialistes pour le partage du monde. Ils constituent d'autre part un enjeu politique de première importance dans la rivalité des deux superpuissances : la multiplication des interventions directes américaines et soviétiques, des alliances et pressions multiples qu'ils exercent sur un nombre croissant de pays le confirment.

Acteurs principaux, oui. Parce que la nécessité d'édifier un Etat véritablement indépendant, une économie autonome permettant un développement rapide, s'oppose frontalement aux intérêts des puissances impérialistes. Relèvement du prix du pétrole, nouvel ordre économique, recherche de l'autonomie collective, développement du Sud-Sud, luttes de libération nationale, sont autant de faits, de batailles au cours desquelles les pays en voie de développement ont dû et doi-



Le 1^{er} octobre, 500 000 personnes dans les rues de Pékin ont fêté le 35^e anniversaire de la Chine nouvelle.

A VOICE
and ONE
DOLLAR against U.S. Intervention in EL SALVADOR.



Cette carte postale, éditée par le FDR-FMLN à l'occasion des élections présidentielles US, contribue à sensibiliser l'opinion mondiale sur la situation au Salvador et en Amérique centrale.



Après avoir mis en échec les mascarades électorales de Botha, la population noire d'Afrique du Sud multiplie les mouvements sociaux et syndicaux. L'apartheid renforce la répression, 75 morts en six semaines.

vent affronter les intérêts impérialistes. Ces batailles, si elle n'ont pas mis fin à l'impérialisme, ni même transformé l'une quelconque de ses activités, ont malgré tout « ébranlé » parfois sévèrement l'édifice. Ce que beaucoup appellent les deux « chocs pétroliers » de 1973 et 1979, s'ils ne sont certainement pas à l'origine de la crise économique, ont mis en lumière l'extrême fragilité du système mondial dominant, mais aussi la force que pouvait représenter un Tiers Monde uni face à l'impérialisme.

C'est en fait ce qui nous conduit à dire que la remise en cause du système impérialiste mondial s'opère dès aujourd'hui, que la rupture avec l'impérialisme est un processus déjà engagé, sous des formes multiples, et, bien sûr, pas d'une façon linéaire : mais lorsque l'Argentine s'oppose concrètement au FMI, lorsque les pays en voie de développement tentent de créer une banque du Sud, lorsque les mineurs d'Afrique du Sud affrontent le pouvoir raciste de Prétoria, il s'agit bien là de luttes qui se situent clairement dans le cadre de la rupture avec le système impérialiste.

UNE CONVERGENCE RÉELLE D'INTÉRÊTS

Il y a une chose qui apparaît une force lorsqu'on y prête attention ; c'est que les pays du Tiers Monde, comme les travailleurs des pays occidentaux affrontent le même adversaire et subissent des situations qui, sans être identiques, sont malgré tout très semblables. Le chômage et la baisse du niveau de vie sont le lot commun des uns et des autres, bien sûr. Les uns comme les autres vivent sous la menace d'un développement catastrophique de la crise économique ; l'insécurité grandissante peut déboucher sur un conflit majeur dont seraient victimes tous les peuples de la planète. D'une façon plus profonde, les aspirations de nos peuples à un changement décisif du système social existant, comme celles des peuples et pays du Tiers Monde à un dé-

veloppement indépendant et à la démocratie s'opposent à l'obstacle de l'appropriation, par le capital, du fruit du travail, mais aussi à l'appropriation du pouvoir par les puissances impérialistes. La politique industrielle mise en œuvre en France ne vise pas à satisfaire les besoins de la population, mais à assurer la compétitivité sur le marché international. De la même façon, les politiques de développement industriel, souvent imposées par les firmes multinationales, dans les pays du Tiers Monde ne correspondent presque jamais aux besoins des peuples de ces pays. Les transferts de production vers le Tiers Monde n'empêchent pas que beaucoup connaissent la sous-utilisation de leurs capacités industrielles, dans le domaine minier, par exemple, ou dans la sidérurgie. La politique agricole européenne ne correspond ni aux besoins réels ni aux aspirations des agriculteurs ; pas plus que la politique de développement à outrance, sous l'égide des multinationales de l'agro-alimentaire, de l'agriculture d'exportation dans les pays du Tiers Monde ne correspond en quoi que ce soit — tout au contraire — aux besoins des populations de ces pays.

Ces convergences réelles ne sont, bien entendu, pas le fruit du hasard, mais tiennent à l'unicité du système capitaliste-impérialiste.

S'ENGAGER, DANS L'UNITÉ AVEC LES PEUPLES ET PAYS DU TIERS MONDE, DANS LE PROCESSUS DE RUPTURE

Il ne s'agit nullement de nier la diversité des situations. Il est malaisé d'établir des comparaisons entre les difficultés que nous vivons et le drame quotidien qui se joue aujourd'hui dans nombre de pays du Tiers Monde ; de la même façon les aspirations et la définition des besoins ne sauraient être identiques. Cette diversité ne peut cependant masquer la convergence d'intérêts qui existe entre les travailleurs de notre pays — des pays développés, plus généralement — et les peuples des pays en voie de développement.

Posée, non pas simplement en termes de justice ou d'humanisme, fût-il de gauche, mais en termes d'intérêts convergents, la solidarité avec le Tiers Monde apparaît comme faisant partie intégrante d'une stratégie socialiste. La question qui nous semble donc être posée au mouvement ouvrier de notre pays est de savoir si une stratégie de passage au socialisme, seule susceptible d'offrir une réelle issue à la crise, doit ou non prendre en compte le processus déjà engagé de rupture avec l'impérialisme.

La naissance d'une voie indépendante, d'alliances suffisamment fortes pour résister aux attaques de l'impérialisme, en découle.

* IFRI : Institut Français de Recherches Internationales.

Le débat engagé ici sur la situation actuelle du Tiers Monde et de la France, sur les perspectives d'alliances entre les travailleurs de France et les peuples et pays du Tiers Monde pour une issue à la crise en faveur des intérêts des uns et des autres, est décisif pour forger et mettre en œuvre une stratégie adaptée aux réalités des années 80. Il appelle bien d'autres approfondissements et confrontations au sein de l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, des partis, syndicats, associations, comme avec les représentants du Tiers Monde. *Travailleurs* continuera à y contribuer, mais cela implique bien d'autres initiatives.

ROMPRE AVEC L'IMPERIALISME

Extraits de la Résolution du V^e Congrès du PCML :
 « Avec les travailleurs et les peuples du monde,
 pour le renouveau du communisme »

octobre 1983

Compte tenu des revendications des pays du Tiers Monde, élaborées lors des différentes conférences internationales par le Mouvement des non-alignés et le groupe des « 77 », et compte tenu des intérêts des travailleurs et du peuple de notre pays, l'ensemble des mesures suivantes apparaît indispensable pour rompre avec l'impérialisme.

Combattre la domination du dollar et du marché impérialiste mondial par :

- un contrôle rigoureux des changes pour réduire au strict minimum les sorties de devises, en limitant la convertibilité du franc, en taxant fortement les sorties de capitaux et les placements spéculatifs ;

- la recherche d'accords avec les partenaires commerciaux de la France, dans le respect de l'indépendance et des avantages réciproques, excluant l'utilisation du dollar dans les règlements ;

- la mise en œuvre d'une réforme du système monétaire international (une voix par pays au sein du Fonds monétaire international, extension de l'utilisation des droits de tirage spéciaux) ;

- une protection réelle du marché intérieur face à l'agressivité des multinationales notamment américaines, japonaises ou allemandes.

Remettre en cause les rapports de domination de la France par rapport au Tiers Monde, en reconnaissant le droit à l'indépendance des dernières colonies françaises, les DOM-TOM, en négociant des accords bilatéraux avec les pays ou groupes de pays engagés dans le développement de la coopération Sud-Sud. Accords reposant sur l'égalité et les avantages réciproques négociés sur la base des revendications du Tiers Monde et des intérêts des travailleurs et du peuple de notre pays contre la cible impérialiste.

Ces accords pourraient comporter à la fois :

- le règlement des échanges en franc

et monnaies de ces pays sans recours à des monnaies intermédiaires ;

- la possibilité de pratiquer le troc ;
- la suppression des barrières douanières françaises sur les produits finis et semi-finis en provenance de ces pays ;

- le développement de transferts technologiques permettant à ces pays l'accès aux brevets dont ils ont besoin pour mener leur propre développement ;

- l'aide à la formation scientifique, technique et professionnelle des travailleurs de ces pays ;

- des tarifs préférentiels pratiqués à l'égard des pays ou groupes de pays signataires ;

- la renégociation des accords mutuels dits de « coopération » militaire, incluant le retrait des troupes et bases françaises de tous les pays du Tiers Monde ;

- l'aide à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

S'assurer d'une stricte indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, en veillant à l'équilibre de la balance des échanges avec chacune d'entre elles, en veillant à ne pas devenir tributaire, sur le plan qualitatif, pour les produits stratégiques de l'une d'entre elles.

Transformer les relations au sein de la CEE par une renégociation du Traité de Rome autour de quatre axes :

- remettre en cause les inégalités qui se sont fait jour entre les différents pays d'Europe ;

- remettre en cause les rapports de domination instaurés entre l'Europe et le Tiers Monde ;

- permettre à chaque pays de développer s'il le désire une industrie diversifiée remettant en cause l'actuelle répartition des productions au sein de l'Europe ;

- remettre en cause l'actuelle division internationale de la production agricole et son corollaire qui est d'imposer au Tiers Monde le développement de cultures essentiellement exportatrices.

En France même, remettre en cause les forces qui ont intérêt au maintien de la situation présente, le capital industriel et financier, l'impérialisme français, en contrôlant sérieusement, et à tous les niveaux de la production à la distribution, les marges et les plus-values dans tous les secteurs de l'économie, en augmentant les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes, en maintenant le pouvoir d'achat des travailleurs et en améliorant celui des bas et moyens salaires comme des petits et moyens paysans, en soumettant toute aide, subvention ou exonération de charges des entreprises, privées comme publiques, à la réalisation effective des investissements et des créations d'emplois.

1^{er} novembre 1954 — 1^{er} novembre 1984

Il y a 30 ans : déclenchement
de la lutte de libération nationale

Monsieur Saïd CHERGUI

membre du Bureau exécutif de l'Amicale des Algériens
en Europe chargé des relations internationales

répond à nos questions

Il y a 30 ans,
le 1^{er} novembre 1954,
le peuple algérien
déclenchait la guerre
de libération nationale
qui allait lui permettre,
huit ans après,
de conquérir
l'indépendance
malgré
la violente répression
du colonialisme français.

■ Quels enseignements peut-on tirer de la lutte de libération nationale ?

« Ceux qui luttent sont ceux qui vivent » (Victor Hugo). L'enseignement fondamental que l'on peut tirer de notre lutte de libération nationale est intimement lié à la haute tradition patriotique de notre peuple. En effet, l'histoire de l'Algérie depuis la nuit des temps a été marquée par une résistance incessante contre les invasions successives qui ont déferlé sur notre pays.

C'est au cours de ce dernier siècle et plus particulièrement après la première guerre mondiale que le peuple algérien, prenant conscience de la nécessité de se libérer de la domination coloniale, a commencé à mettre en place de véritables structures, donnant ainsi naissance à un puissant mouvement national.

On sait qu'à partir de 1924, l'immigration algérienne en France en particulier a pris une part très active dans ce combat qui a été conduit jusqu'à son terme. C'est aussi après la deuxième guerre mondiale et pendant les événements sanglants du 8 mai 1945 que cette prise de conscience a atteint la dimension qui devait entraîner une puissante détermination du peuple pour sa libération nationale. C'est ce qui déclenche le 1^{er} novembre 1954, la lutte armée que le colonialisme nous a imposée. Il est évident que le triomphe de notre guerre de libération s'est réalisé grâce à une détermination totale des combattants et militants et à l'unité du peuple entièrement mobilisé pour le recouvrement de la souveraineté nationale, qu'il a payé au prix d'un million et demi de morts et d'un cortège de souffrances et de douleurs.

En tout état de cause, tous les témoignages et les récits historiques de cette époque concordent à affirmer que l'indépendance de l'Algérie fut un événement considérable dans l'histoire contemporaine.

■ Depuis l'indépendance, l'Algérie a joué un rôle essentiel au sein du Tiers Monde, des mouvements des non-alignés, contre l'impérialisme, pour un nouvel ordre économique international. Quelles sont aujourd'hui les perspectives de cette lutte anti-impérialiste ?

Déjà avant l'indépendance de l'Algérie et tout au début de la guerre de libération, le Front de Libération Nationale

s'est préoccupé de la situation internationale. C'est ainsi qu'il prendra part en 1955 à la Conférence de Bandoeng en y apportant une contribution importante, laquelle devait donner naissance au mouvement des non-alignés, qui fut en son temps le point de départ d'une prise de conscience de tous les peuples du Tiers Monde dans la lutte contre l'impérialisme.

Depuis, effectivement, l'Algérie a œuvré sans relâche pour renforcer ce mouvement des pays non-alignés en consacrant les plus grands efforts et en apportant sa solidarité agissante à cette lutte générale engagée par tous les peuples pour faire reculer la domination impérialiste et aboutir à des perspectives nouvelles de liberté et d'indépendance. C'est dans ce contexte que l'Algérie présentera devant l'Assemblée Générale des Nations Unies ce grand projet pour un nouvel ordre économique international dont l'objectif est de réduire les inégalités entre les nations riches et pauvres et d'aplanir les déséquilibres grandissants qui sont en fait la source de confrontations.

Dans cette période de crise qui secoue le monde, l'instauration d'un nouvel ordre économique international devient un impératif pour l'humanité tout entière. Malgré tous les obstacles qui se dressent actuellement contre la réalisation de cet objectif salutaire, l'Algérie poursuit sans relâche son action pour modifier la nature des rapports internationaux dans les domaines politiques et économiques.

■ Quels sont les objectifs et les perspectives pour l'édification de l'Algérie ?

Malgré les conséquences de la crise sur l'ensemble des pays en développement, l'Algérie a entrepris une œuvre d'édification ambitieuse qui lui a permis d'accomplir des progrès indéniables, voire spectaculaires aux plans économique, social et culturel. En maîtrisant ses ressources et ses potentialités, en réalisant une répartition des revenus, en planifiant son économie, elle a pu atteindre un niveau de développement enviable. Il semble à l'heure actuelle que l'Algérie reste l'un des rares pays qui résiste avec vigueur aux effets épouvantables des récessions économiques que nous connaissons depuis au moins une décennie.

Cette œuvre d'édification se poursuit avec acharnement par la mise en route de projets de développement touchant tous les secteurs d'activités de la vie nationale.

■ Il y a en France une importante communauté de travailleurs immigrés d'origine algérienne. Quelles sont les perspectives en particulier en ce qui concerne la lutte contre le racisme ?

La communauté algérienne en France compte 800 000 personnes et, par rapport aux populations étrangères, elle vient au second rang, derrière la communauté portugaise. Mais il convient d'observer que le nombre de travailleurs actifs n'a cessé de diminuer ces dernières années. A l'heure actuelle, il ne dépasse pas 320 000, alors que la majorité de cette population est constituée d'enfants et d'adolescents qui sont nés et grandissent dans ce pays. Ceci ne va pas naturellement sans poser des problèmes nouveaux et aigus qui nous préoccupent au plus haut point.

Mais c'est la montée du racisme anti-immigrés et la recrudescence des crimes et des agressions, conséquences directes des campagnes mensongères et haineuses menées par l'extrême-droite, qui constituent aujourd'hui le plus grave danger pour les immigrés maghrébins.

Au cours des dernières années, des dizaines d'Algériens parmi lesquels des enfants, ont payé de leurs vies la furie raciste. Cela est intolérable et, alors que dans quelques mois, la France va entrer dans une nouvelle période électorale, nous redoutons qu'une fois de plus le problème de l'immigration ne soit exploité à des fins politiques et que l'on continue d'abuser l'opinion publique par la haine et le mensonge. C'est pour cela que nous appelons toutes les forces de progrès à réagir pour combattre cette plaie qu'est le racisme anti-immigrés.



« La Semaine » est l'organe hebdomadaire de l'Amicale des Algériens en Europe.



Le tome 4 de l'ouvrage de J. Jurquet est disponible à E 100 au prix de 140,00 F + 13,10 F (port) — Editions du Centenaire, 24 rue Philippe de Girard, 75010 Paris.



« Alternatives économiques » est un journal d'information critique sur l'actualité économique et sociale — 20, rue d'Assas — 21000 DIJON

Jacques Jurquet vient de publier aux Editions du Centenaire (E 100) le 4^e tome de son ouvrage «La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français». Hervé Dastar l'a interrogé sur la période couverte (1945-1954).

«Des élections à la lutte armée»

■ 1^{er} novembre 1954 - 1^{er} novembre 1984, les Algériens vont marquer ce trentième anniversaire par de multiples manifestations. Le 1^{er} novembre 1954, c'est le coup d'envoi de la lutte armée; comment les nationalistes algériens en sont-ils arrivés à cette décision historique?

En 1945 et 1954, la France a utilisé deux politiques pour maintenir son empire colonial : «l'Union française» dans la majorité des colonies; et, en Algérie, le gouvernement institua «l'Assemblée algérienne». Elle était composée de 60 députés français, et de 60 députés algériens dont environ 50 choisis par l'Administration. Le mouvement nationaliste a réussi à y faire élire quelques délégués. Mais il faut savoir que les scrutins furent l'occasion de véritables massacres. Quand la majorité musulmane refusa le trucage des votes, exigeant le contrôle des votes, l'armée intervint violemment pour soutenir les candidats de l'Administration. C'est de cette époque que date l'expression des «*élections à la Naegelen*» (du nom du gouverneur général de l'Algérie, Marcel Edmond Naegelen).

La torture était déjà en vigueur contre les militants politiques nationalistes; dès 1947, un député algérien la dénonçait à la tribune de l'Assemblée nationale.

Le mouvement nationaliste était alors partagé face aux élections. Messali Hadj prône l'utilisation de la voie légale, tandis que les jeunes essentiellement optent pour l'action clandestine préparant le recours à la lutte armée. Malgré la répression, ce dernier courant va toujours se reformer, les jeunes vont se regrouper et décider de faire du 1^{er} novembre 1954 le jour du déclenchement de l'insurrection armée.

■ Et en France, dans cette période 45-54 qui précède l'orage, comment est perçue la situation algérienne?

L'opinion publique est très peu informée de l'oppression colonialiste. Seuls, les communistes dénoncent les méfaits de la politique gouvernementale; mais il faut relever que l'union entre communistes et nationalistes ne se réalise pas sur le mot d'ordre d'«indépendance nationale», mais seulement contre la répression. Le «Front de la liberté» patronné par les communistes échouera.

Les manifestations nationalistes sont violemment réprimées. Le 14 juillet 1953, lors d'un défilé à l'appel du PC et de la CGT, un cortège de 30 000 Algériens se regroupent sous leurs propres mots d'ordre patriotiques, Place de la Nation. La police tirera dans le tas, faisant sept morts, six Algériens et un Français, militant syndicaliste du bâtiment.

L'action des communistes reste entravée par une conception étroite et même fautive de la question algérienne. Le PCF ne conçoit les progrès du peuple algérien, l'indépendance de l'Algérie que conditionnés par les victoires démocratiques du peuple français. Il ne peut admettre l'idée qu'il y a des deux côtés de la Méditerranée deux nations, donc deux combats, deux histoires, deux devenir différents. La responsabilité des théories formulées à ce sujet en 1937 et 1939 par Maurice Thorez est déterminante et néfaste.

De plus, l'analyse du Parti communiste après 1947 s'inscrit dans le cadre des théories du Kominform qui laissent peu de place aux luttes des peuples colonisés. Tout va à la défense du «camp socialiste» contre le «camp impérialiste».

Il faut savoir, par exemple, que les communistes algériens ont organisé des manifestations contre la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense*)! En quoi la C.E.D. pouvait-elle concerner le fellah algérien?

■ A l'occasion du 1^{er} novembre, tu sors ton livre «Algérie 1945-1954 : Des élections à la lutte armée». Pourquoi cet ouvrage? Il y a déjà de nombreux livres qui traitent de cette période.

Du côté algérien, les historiens et les universitaires se sont réapproprié leur histoire, et particulièrement celle de la période de la colonisation française. Ces travaux sont très peu diffusés en France, où il y a par contre pléthore de souvenirs du «bon temps des colonies».

Je ne néglige nullement le travail sérieux et objectif de certains historiens français. Mais ces dernières années, les historiens du Parti communiste français ont voulu donner leur version de la guerre d'Algérie, une version qui a fait l'objet de critiques assez vives en Algérie et même dans la presse algérienne.

Ayant vécu cette période au sein du Parti communiste, j'ai pu reconstituer ce que fut l'attitude, la ligne politique suivie par le PCF. De plus, les rapports que j'entretiens avec de nombreux militants algériens, nationalistes ou communistes, me permettent de publier des témoignages et documents totalement inédits. Tels les souvenirs d'Amar Ouzegane, l'ancien secrétaire général du PCA, sur son exclusion du parti sur ordre des dirigeants français.

■ Trente ans après, en quoi ces événements, ces témoignages, cette analyse nous concernent-ils?

Aujourd'hui l'Algérie est indépendante, mais l'on retrouve vis-à-vis des immigrés les mêmes attitudes que l'on relevait vis-à-vis de l'Algérie avant 1962.

Reconnaître le droit à l'indépendance de l'Algérie, ou reconnaître les droits des immigrés, à trente ans d'intervalle la question interpelle les partis politiques et, si l'on y regarde bien, les mêmes réflexes de chauvinisme, voire de racisme, se retrouvent aujourd'hui.

Mais j'irais plus loin. De nombreux Français ont participé à la guerre d'Algérie; la majorité d'entre eux en ont souffert, mais n'en comprennent pas le sens. Prisonniers de la panique délibérément organisée par l'OAS, des centaines de milliers d'Européens et de Juifs d'Algérie ont quitté un pays où ils étaient nés ainsi que leur ascendance et qu'ils considéraient comme le leur (30 000 seulement sont restés là-bas, sur une population européenne d'un million, et 3 000 Juifs sur plusieurs dizaines de milliers). Tous ont intérêt à connaître ce qui s'est passé réellement, pour échapper à des réactions irrationnelles, entretenues par quelques nostalgiques de «l'Algérie de papa» et par le lobby des anciens collaborateurs et autres fascistes toujours présents parmi nous.

En ce sens, mon ouvrage constitue, outre son contenu historique, un instrument susceptible d'être utilisé contre le racisme anti-arabe en plein essor depuis quelques années en France... J'espère qu'il contribuera aussi au renforcement de l'amitié entre le peuple français et le peuple algérien.

* Tentative d'unification des défenses européennes vivement combattue par les gaullistes et les communistes.

POUR «TRAVAILLEURS», RIEN N'EST GAGNE ENCORE...

Travailleurs sort avec un mois de retard. Inutile de tourner autour du pot : la raison en est financière. «Gagner le pari» disions-nous en juillet : gagner le pari financier, gagner le pari d'une expression différente, large, ouverte, diverse empruntant tous les canaux de la vie sociale, sur les radios et les antennes, dans d'autres presses et par la nôtre.

Aujourd'hui, rien n'est gagné encore. Le pari financier n'est pas gagné. Certes la sortie de ce numéro ne nous mettra pas sur la paille, mais la sortie du prochain dépend étroitement de la vente de celui-ci et des rentrées d'abonnements nouveaux. Nous ne pouvons courir le risque d'endettement qui mettrait en péril les autres instruments d'expression : PCML Flash et la presse locale et régionale du parti, qui, elle, se développe bien.

Le pari d'une presse différente est plus ambitieux encore. En juillet, pour *Travailleurs* nous disions, sur la base des remarques et critiques collectées : «moins d'articles généraux, commentaires hâtifs de l'actualité, plus de dossiers, d'enquêtes, d'échanges et d'éléments de réflexion sur les thèmes-clés, au cœur de l'action politique d'aujourd'hui, là où notre expérience collective, où nos références politiques propres, sont susceptibles d'apporter du solide et du neuf au débat et à l'action du mouvement ouvrier et populaire». Ce numéro s'y essaie, avec un «look» renouvelé. Là encore, la réussite dépend de tous, des critiques et suggestions, des aides multiformes des lecteurs, amis et camarades.

Répétons-le, le maintien actuel du potentiel d'abonnés et de lecteurs occasionnels ne suffit pas pour tenir. Il faut absolument élargir le cercle. Faute de quoi *Travailleurs* est condamné.

Ce numéro, plus épais que les précédents, coûte 12,00 F. L'abonnement reste à 100,00 F, l'abonnement couplé avec PCML-Flash à 150,00 F. Que chaque lecteur intéressé, que chaque abonné, ami et camarade se saisisse de cette facilité financière pour s'abonner, se réabonner et faire abonner autour de lui!

Camille GRANOT

DOSSIERS EN PREPARATION

- La classe ouvrière et ses mutations
- Immigration et racisme
- L'école
- Crise du communisme et renouveau
- Ecologie
- Palestine
- Amérique latine
- DOM-TOM
- Chine

ainsi que des reportages, «voyages» et «parlons ensemble».

PCML Flash hebdomadaire

TRAVAILLEURS mensuel

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement groupé :

6 mois : 80,00 F 12 mois : 150,00 F
soutien : 100,00 F soutien : 200,00 F

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Presse d'Aujourd'hui : B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20.

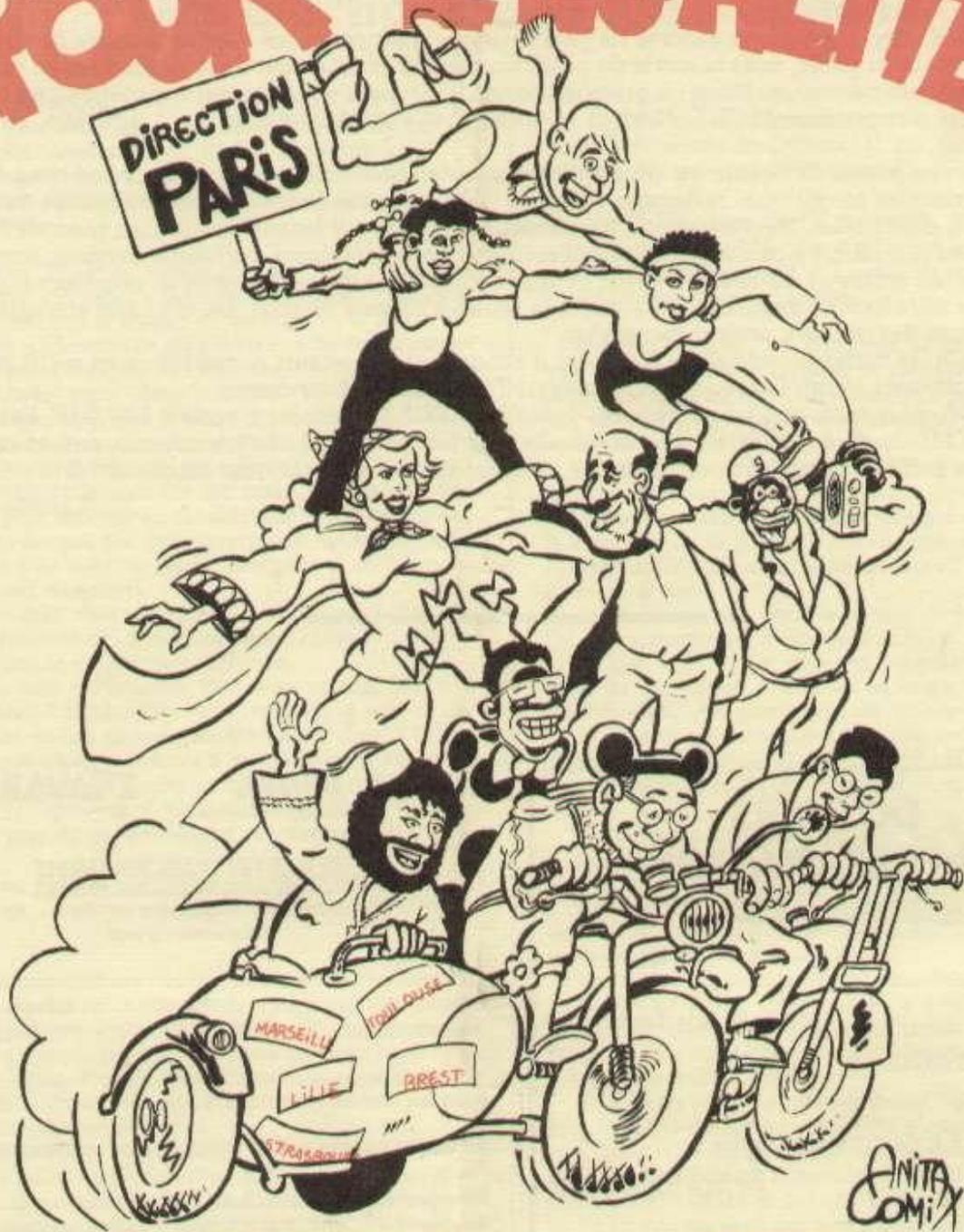
Ecrire dans les cases en MAJUSCULES. Ne rien inscrire hors des cases.

Nom ou raison sociale : _____
Rue ou lieu-dit : _____
Bureau non distributeur : _____
Code postal : _____
Bureau distributeur : _____

Si vous êtes déjà abonné, renvoyez votre étiquette, corrigée s'il y a lieu

Travailleurs : B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20 - Tél. : (16) 1 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abonnement un an : 100,00 F. Commission paritaire n° 10402. Imprimerie Presse d'Aujourd'hui, B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20.

3 NOV. - 1^{ER} DEC
POUR L'ÉGALITÉ



CONVERGENCE 84